

# Observatoire de la prospective internationale de défense

## Rapport trimestriel N° 1 - janvier 2013



Un projet réalisé par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS) et Futuribles, pour la Délégation aux affaires stratégiques (DAS)

*futuribles*  
Veille, prospective, stratégie

  
**IRIS**  
INSTITUT DE RELATIONS  
INTERNATIONALES  
ET STRATÉGIQUES

  
**CEIS**

# Éditorial

**I**nstrument utilisé par les acteurs tant étatiques que non étatiques, la prospective a vocation à penser les évolutions du monde et à dessiner les contours de ce qu'il pourrait être demain. Démarche d'anticipation qui n'a pas pour ambition de prédire l'avenir, la prospective se fixe en revanche comme objectif d'étudier avec rigueur les futurs possibles en germe dans la situation actuelle. Cette prospective dite exploratoire est le plus souvent développée comme instrument d'aide à la décision. De fait, elle est plus ou moins neutre. Sous le terme de prospective peuvent ainsi se cacher différentes pratiques qui vont de l'exploration se voulant la plus objective possible des futurs envisageables, grâce à l'utilisation d'outils scientifiques, à l'expression de visions exprimant plus un ressenti ou une perception intuitive du futur. Dans tous les cas, ces démarches prospectives ont pour ambition de servir ou d'orienter les politiques publiques des États, ou les stratégies d'action pour les acteurs non étatiques.

L'exercice prospectif consiste à repérer et analyser avec rigueur les grandes tendances de fond qui travaillent les sociétés, et les « signaux faibles » qui annoncent les tendances émergentes. Un tel exercice se révèle difficile tant les variables et les phénomènes à mettre en relation sont nombreux, et tant les méthodes mobilisables sont parfois délaissées au profit de réflexions détachées de toute matière empirique. C'est la raison pour laquelle l'exercice de veille prospective auquel se livre l'Observatoire de la prospective internationale de défense conduit parfois à signaler et recenser des travaux qui, tout en proposant une réflexion sur l'avenir, se sont quelque peu affranchis des contraintes et de la rigueur de l'analyse prospective. À titre d'exemple, l'élaboration de scénarios pour le futur, dans le champ d'étude concerné par les rapports, n'est que très peu présente. À l'occasion de ce premier rapport, dont l'une des particularités est de couvrir une période de près de six mois, on voit ainsi se côtoyer réflexions sur l'avenir et analyses prospectives à proprement parler.

Cette période de veille relativement longue, comparée à celle des prochains rapports, a donné lieu au recueil d'un nombre relativement important de documents ayant la projection dans l'avenir comme point commun. La géographie de cette production éditoriale est cependant conforme à ce qui était pressenti, à savoir une forte représentation nord-américaine (États-Unis et Canada) et une quasi-absence de travaux prospectifs significatifs au Brésil ou encore en Chine. Si les agendas nationaux de recherche prospective des organismes publics et privés couverts sont *a priori* déconnectés les uns des autres, et s'il est difficile d'observer des tendances thématiques et méthodologiques globales dans les travaux étudiés, on remarque cependant la récurrence de certains thèmes ou de certains exercices. Ainsi en est-il de la pratique des Livres blancs sur la défense ou la politique extérieure, comme le *White Paper* du gouvernement australien ou le rapport sur la politique étrangère allemande de la Konrad Adenauer Stiftung, qui font ici l'objet d'un *focus*. À leur manière, ces deux rapports accordent une grande importance à l'espace régional asiatique — d'un point de vue diplomatique et sécuritaire pour l'Australie, sous l'angle économique pour l'Allemagne.

La prise en compte du « basculement du monde » vers l'Asie apparaît comme l'une des tendances les plus solides des travaux réalisés au sein des pays « occidentaux ». Ce basculement est ainsi analysé à la fois du point de vue des questions militaires et sécuritaires, mais également sous l'angle énergétique. Partant du constat que l'espace asiatique connaîtra

une forte croissance démographique et économique, et qu'il tirera la demande énergétique mondiale, certains rapports, britanniques et américains notamment, réfléchissent aux impacts de ce phénomène dans le domaine de l'énergie. La question des gaz non conventionnels, plus précisément le gaz de schiste, intéresse ainsi certains centres de recherche. À Washington, le CSIS tente par exemple d'évaluer le potentiel en gaz de schiste de la Chine et de l'Inde. Ces problématiques énergétiques sont également présentes dans les travaux prospectifs en Australie (à laquelle un *focus* est consacré dans ce rapport) et en Afrique du Sud, comme l'indiquent les différents rapports recensés. Ces questions sont abordées sous deux angles : la sécurité des approvisionnements et la sécurité environnementale liées aux effets des changements climatiques (notamment en Afrique du Sud). Enfin, parmi les caractéristiques à retenir, il convient de mentionner, dans le domaine militaire, la place réservée aux problématiques capacitaires, et dans le domaine sécuritaire, l'intérêt du Canada (et de l'Allemagne dans une moindre mesure) pour la question de la cybersécurité.

Toutefois, à l'aune de ce premier rapport, il est important de signaler qu'il est difficile de déceler des tendances de fond nationales ou transnationales. Celles-ci ne pourront en effet être mises en évidence que sur la durée — ce qui justifie par ailleurs l'absence de recommandations en fin de ce premier document. ■

## SOMMAIRE

### Éditorial

p. 2

### Sélection trimestrielle

p. 4

- Afrique du Sud
- Allemagne
- Australie
- Canada
- États-Unis
- Inde
- Royaume-Uni

p. 4

p. 6

p. 7

p. 10

p. 13

p. 19

p. 21

### Focus

p. 23

- Afrique du Sud

p. 23

*Fuelling The Dragon: Natural Resources and China's Development*

- Allemagne

p. 26

*Perspektive 2020: Empfehlungen für eine aktive deutsche Aussenpolitik*

- Australie

p. 29

*Australia in the Asian Century: White Paper*

- États-Unis

p. 32

*Facing the Missile Challenge: U.S. Strategy and Future of the INF Treaty*

- Inde

p. 35

*China's Territorial Claim on Arunachal Pradesh: Alternative Scenarios 2032*

# Sélection trimestrielle

## Afrique du Sud

► **MASTERS Lesley**, « What Future for BASIC? The Emerging Powers Dimension in the International Politics of Climate Change Negotiations », *Global Insight (Policy Brief)*, n° 95, mars 2012, 5 p., IGD (Institute for Global Dialogue, Pretoria). URL : <http://igd.org.za/publications/global-insight/finish/3-global-insight/201-policy-brief-what-future-for-basic-the-emerging-powers-dimension-in-the-international-politics-of-climate-change-negotiations>. Consulté le 15 janvier 2013

*Relations internationales / Réchauffement climatique et sécurité*

Le document dresse une analyse sur le degré d'influence exercé par les pays du BASIC (Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine) sur les politiques internationales de lutte contre le changement climatique. Après avoir démontré dans quelle mesure le groupe BASIC peut être considéré comme représentatif des pays du Sud en la matière, l'auteur indique que le pays possède une réelle capacité de négociation sur la scène internationale, lui permettant de faire pression sur les pays développés dans l'adhésion multilatérale à des politiques de lutte contre le réchauffement climatique.

Cependant, les pays du BASIC étant dépourvus de pouvoir coercitif, l'auteur suggère quelques solutions pour permettre au groupe d'endosser un rôle moteur dans la prise de mesures concrètes. Elle conseille ainsi aux pays du BASIC d'élaborer une stratégie pour approfondir la coordination Sud-Sud et de se concentrer sur l'incorporation des problématiques du développement durable dans celles du développement économique, de l'environnement et du réchauffement climatique.

► **DASNOIS Nicolas**, *Uranium Mining in Africa: A Continent at the Centre of a Global Nuclear Renaissance*, Johannesburg : South African Institute of International Affairs (SAIIA), *Occasional Paper* n° 122, septembre 2012, 32 p. URL : [http://www.saiia.org.za/images/stories/pubs/occasional\\_papers\\_above\\_100/saia\\_sop\\_122%20\\_dasnois\\_20121005.pdf](http://www.saiia.org.za/images/stories/pubs/occasional_papers_above_100/saia_sop_122%20_dasnois_20121005.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

*Ressources stratégiques*

Ce rapport vise à déterminer le poids futur de l'Afrique sur le marché mondial du nucléaire. L'extraction d'uranium africain représente la cinquième plus grosse production mondiale, dont les immenses réserves attirent de plus en plus de pays. En faisant état de la situation énergétique catastrophique en Afrique aujourd'hui, l'auteur considère l'énergie nucléaire comme une alternative réaliste. Mais à l'heure actuelle, le continent africain ne peut pas tirer avantage de ce fort potentiel pour développer une économie solide, et ce à cause de plusieurs facteurs : incapacité des institutions africaines à créer ses propres sociétés d'exploitation minière, présence de sociétés énergétiques étrangères qui régissent le fonctionnement de l'activité, et problèmes de corruption, entre autres.

Pour permettre à l'Afrique de sortir relativement de cette impasse, l'auteur préconise un engagement plus poussé de la communauté internationale pour l'imposition d'un

cadre légal sur les pratiques d'extraction d'uranium par les entreprises. Il suggère également que l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) encourage les gouvernements africains à évaluer les effets négatifs et positifs de l'extraction d'uranium, grâce à la création de projets de coopération.

► **KING David (sir), COLE Megan, TYLDESLEY Sally et HOGARTH Ryan (Smith School of Enterprise and the Environment, université d'Oxford), *Future Trajectories of Climate Change Negotiations and their Implications for South Africa*, Johannesburg : Centre for Development and Enterprise (CDE), novembre 2012, 72 p. URL : [http://www.cde.org.za/attachment\\_view.php?aa\\_id=490](http://www.cde.org.za/attachment_view.php?aa_id=490). Consulté le 15 janvier 2013**

#### *Réchauffement climatique et sécurité*

Ce rapport fait partie d'une série de rapports commandités par le CDE, un *think-tank* sud-africain, dans le cadre d'un projet piloté par la Friedrich Naumann Foundation for Freedom (Für Die Freiheit). Des experts de l'université d'Oxford sont mis à contribution afin d'analyser les interactions entre le développement socio-économique et les politiques internationales en faveur du climat. Dans ce présent rapport, les experts dressent un état des lieux des négociations internationales sur le climat et la place de l'Afrique du Sud au sein de ces négociations, puis tentent de décrire les évolutions possibles de ces accords. Quatre scénarios ainsi que leurs conséquences respectives en Afrique du Sud sont déclinés.

► **KING David (sir), COLE Megan, TYLDESLEY Sally et HOGARTH Ryan (Smith School of Enterprise and the Environment, université d'Oxford), *The Response of China, India and Brazil to Climate Change: A Perspective for South Africa*, Johannesburg : Centre for Development and Enterprise (CDE), novembre 2012, 88 p. URL : [http://www.cde.org.za/attachment\\_view.php?aa\\_id=488](http://www.cde.org.za/attachment_view.php?aa_id=488). Consulté le 15 janvier 2013**

#### *Réchauffement climatique et sécurité*

Le document, rédigé par des chercheurs de la Smith School of Enterprise and the Environment (université d'Oxford), a été réalisé pour le compte du CDE dans le cadre d'un projet piloté par la Friedrich Naumann Foundation for Freedom (Für Die Freiheit). Il étudie les politiques menées par la Chine, l'Inde et le Brésil en matière de lutte contre le réchauffement climatique, pour déterminer dans quelle mesure l'Afrique du Sud pourrait s'en inspirer.

Cette étude s'inscrit dans un spectre plus global qui vise à analyser si l'Afrique du Sud, à terme, pourrait être capable de réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> tout en menant des politiques de développement industriel.

Au terme de l'étude, il apparaît qu'il serait pertinent pour l'Afrique du Sud de s'inspirer des trois autres pays du BASIC (Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine) pour intégrer des projets de lutte contre le réchauffement climatique à une politique plus globale de développement. L'auteur prend en exemples les actions menées par ces pays pour introduire une sorte de taxe carbone, ou encore la reconnaissance de l'énergie renouvelable comme opportunité économique capable de créer de la croissance.

## Allemagne

► **ARPE Jan, GLOCKNER Holger, HAUSCHILD Helmut, PETERSEN Thieß, SCHAICH Andreas et VOLKMANN Tim**, *The Economic Risks of Globalization: Expert and Public Opinion Survey Results*, Gütersloh : Bertelsmann Stiftung, *Global Choices*, 1, 2012, 163 p. URL : [http://www.z-punkt.de/fileadmin/be\\_user/D\\_News/D\\_2012\\_12\\_Newsletter/The\\_Economic\\_Risks\\_of\\_Globalization\\_01.pdf](http://www.z-punkt.de/fileadmin/be_user/D_News/D_2012_12_Newsletter/The_Economic_Risks_of_Globalization_01.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

### *Réchauffement climatique et sécurité / Relations internationales*

La fondation Bertelsmann a sollicité Z\_Punkt, une entreprise de conseil spécialisée dans la prospective, pour organiser une enquête par questionnaire auprès des *leaders* politiques, économiques, civils et académiques de 35 pays, sur les risques économiques de demain. Le rapport identifie 11 risques et analyse la perception de ces risques par les 70 experts interrogés : rareté de l'eau et des ressources alimentaires, rareté des ressources, notamment énergétiques, inégalités socio-économiques, migrations non contrôlées, terrorisme international, vieillissement des populations, dettes et défauts des États, écroulement des marchés financiers, protectionnisme et guerre économique, pandémie, et écroulement d'infrastructures technologiques stratégiques.

► **ADRIÁZOLA Paola, CARIUS Alexander, COMARDICEA Irina, HIRSBRUNNER Simon, MAAS Achim et TÄNZLER Dennis**, *Climate Diplomacy: Reducing Risks for Security*, Berlin : Adelphi et Federal Foreign Office, 2012, 51 p. URL : [http://www.adelphi.de/files/uploads/andere/pdf/application/pdf/climate\\_diplomacy\\_broschuere.pdf](http://www.adelphi.de/files/uploads/andere/pdf/application/pdf/climate_diplomacy_broschuere.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

### *Réchauffement climatique et sécurité*

Le ministère allemand des Affaires étrangères a sollicité l'entreprise de conseil en prospective Adelphi pour développer une pensée stratégique et prospective sur les questions de changement climatique et de sécurité. L'objectif est de faire du changement climatique un point fort de la diplomatie allemande. Pour ce faire, de nombreux acteurs de la société civile ont été mobilisés, des accords ont été passés avec des institutions partenaires afin d'organiser des ateliers et des conférences (Chinese Society for Sustainable Development, The Energy and Resources Institute in New Delhi). Une plate-forme Internet a été élaborée : Environment, Conflict and Cooperation. Elle permet l'annonce des *workshops* et conférences, et le partage des publications. Grâce à cette démarche participative, impliquant plus d'une centaine d'experts et parties prenantes autour de nombreux événements dans le monde, le rapport identifie les défis à venir et les stratégies prioritaires à mettre en place, liées au changement climatique. Il présente les différents *workshops* et les recommandations qui y ont été formulées.

► **BENDIEK Annegret**, *European Cyber Security Policy*, Berlin : Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP, German Institute for International and Security Affairs), *SWP Research Paper*, octobre 2012, 27 p. URL : [http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/research\\_papers/2012\\_RP13\\_bdk.pdf](http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/research_papers/2012_RP13_bdk.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

### *Défense et sécurité*

*Think-tank* privé et indépendant, la SWP produit des études destinées au gouvernement fédéral allemand ou au Bundestag. Cette étude réalise un état des lieux des risques et menaces de cyberattaques à la fois pour les individus, les entreprises et les gouverne-

ments, et étudie la structure actuelle de la politique de cybersécurité au niveau national, européen et international. Le rapport rappelle également les effets d'une politique de cybersécurité stricte pour la liberté de chaque citoyen. Sa partie prospective établit des recommandations à long terme afin d'améliorer l'efficacité de la politique de cybersécurité de l'Union européenne en respectant les principes démocratiques (transparence, état de droit, participation populaire, responsabilité). Cette étude s'appuie sur des rapports de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe et sur la réglementation existante en matière de cybersécurité en Europe et dans le monde. Elle se base sur divers exemples de politiques de cybersécurité nationales ou européennes et inspecte leurs concordances avec les principes démocratiques de chaque État. Elle émet une série de cinq recommandations afin d'améliorer la sécurité au sein du cyberspace : 1) faire prendre conscience aux populations et aux politiques des menaces qui existent en termes de cybercriminalité et de cyberterrorisme ; 2) collecter le maximum d'informations sur les menaces existantes, notamment en obligeant les entreprises privées à dévoiler aux autorités nationales les cyberattaques dont elles ont fait l'objet ; 3) engager des poursuites en matière de cybercriminalité et harmoniser le système pénal international sur ce sujet ; 4) réviser la loi allemande sur le contrôle des armes de guerre afin d'étendre le contrôle aux logiciels malveillants qui causent autant de dégâts que les armes traditionnelles dans les guerres contemporaines ; 5) établir un code de conduite mondial pour le cyberspace, qui s'appliquerait à la fois aux États et aux organisations non gouvernementales. L'étude insiste sur le fait que si ces recommandations ne sont pas suivies, l'accès de la population à Internet risque de se trouver de plus en plus limité.

## Australie

► **FERRIS Elizabeth**, *Future Directions in Civil-Military Responses to Natural Disasters*, Canberra : Australian Civil-Military Centre (ACMC), *ACMC Paper 5/2012*, mai 2012, 10 p. URL : <http://acmc.gov.au/wp-content/uploads/2012/07/12089cmacpaper5futuredirections1-120713005416-phpapp01.pdf>. Consulté le 15 janvier 2013

### *Réchauffement climatique et sécurité / Défense et sécurité*

Elizabeth Ferris rapporte les conséquences à moyen terme qu'aura le changement climatique sur la population mondiale. Outre l'augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles, nous pourrions assister à un nouvel essor de l'exode rural, les populations fuyant les conditions climatiques dégradées (sécheresses, inondations). Cet exode diminuerait d'autant les ressources alimentaires des continents asiatique et africain (de respectivement 21 % et 30 %). Un dixième de la population mondiale serait largement affecté par la salinisation et la montée des eaux, conséquences directes de la fonte du permafrost arctique.

L'auteur identifie par ailleurs cinq enjeux auxquels il va falloir faire face : les catastrophes urbaines plus nombreuses (Port-au-Prince), les désastres écologiques dans les pays développés (Katrina), sur les zones de conflit (inondations du camp de réfugiés de Mindanao), la combinaison entre catastrophe naturelle et catastrophe technologique (Fukushima), la coordination des actions internationales avec les forces locales (Haïti). Pour répondre à ces menaces, l'auteur livre ses prévisions sur l'adaptation des relations entre les organisations civiles et les institutions militaires. En premier lieu, ces dernières deviendront progressivement la réponse « en premier ressort » aux catastrophes

naturelles (déploiement rapide, niveau de coordination important, organisation hiérarchisée). Elles seront dès lors un acteur essentiel et identifiable face à la multitude des organisations humanitaires difficilement coordonnables. Mais elles deviendront aussi un interlocuteur fiable car E. Ferris estime que les relations entre civils et militaires ont tendance à se renforcer face aux catastrophes naturelles.

► **WOOD Tony et MULLERWORTH Daniel**, *Building the Bridge: A Practical Plan for a Low-cost, Low-emissions Energy Future*, Melbourne : Grattan Institute, juillet 2012, 64 p. URL : [http://grattan.edu.au/static/files/assets/a8778779/Building\\_the\\_bridge\\_report.pdf](http://grattan.edu.au/static/files/assets/a8778779/Building_the_bridge_report.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

#### *Réchauffement climatique et sécurité / Ressources stratégiques*

Ce rapport a été écrit par Tony Wood, directeur du département Énergie du Grattan Institute, assisté de Daniel Mullerworth. Son objectif est de fournir des éléments de réflexion sur la transition énergétique en Australie : il part du principe que le seul système d'échange de permis d'émissions, prévu par le gouvernement, ne permettra pas à l'Australie d'atteindre ses objectifs en matière énergétique et environnementale. Le rapport recense donc, au niveau international, certaines mesures visant à favoriser le développement de technologies peu polluantes. Il évalue ces politiques à la lumière de la situation australienne et propose des pistes d'action au gouvernement.

► **HAIKOWICZ Stefan A., COOK Hannah et LITTLEBOY Anna**, *Our Future World: Global Megatrends That Will Change the Way We Live. The 2012 Revision*, Melbourne : Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation (CSIRO), septembre 2012, 32 p. URL : [http://csiro.au/~Media/CSIROau/Images/Other/Futures/OurFutureWorld\\_CSIRO\\_2012.pdf](http://csiro.au/~Media/CSIROau/Images/Other/Futures/OurFutureWorld_CSIRO_2012.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

#### *Réchauffement climatique et sécurité / Ressources stratégiques*

Grâce à la mobilisation d'un réseau d'experts, l'Agence nationale australienne pour la recherche scientifique (CSIRO), a établi six mégatendances au niveau mondial qui pourraient changer le mode de vie des Australiens à l'horizon 2030 : l'une de ces tendances concerne les ressources stratégiques limitées et une autre traite des impacts du réchauffement climatique.

► **SKILLS AUSTRALIA**, *Building Australia's Defence Supply Capabilities: Main Report for the Defence Industry Workforce Strategy*, Canberra : Australian Workforce and Productivity Agency, septembre 2012, 68 p. URL : [http://www.awpa.gov.au/publications/documents/BuildingAustraliasDefenceSupplyCapabilities\\_260912.pdf](http://www.awpa.gov.au/publications/documents/BuildingAustraliasDefenceSupplyCapabilities_260912.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

#### *Défense et sécurité*

Ce rapport traite de manière spécifique du personnel engagé dans l'industrie de défense australienne, de ses perspectives en termes d'emploi liées aux orientations stratégiques australiennes, du renouvellement générationnel, de la spécialisation, ou encore de l'attractivité du secteur pour les jeunes diplômés. Il s'appuie sur de nombreux chiffres officiels, présentant des tableaux, figures et documents annexes. L'analyse est enrichie par une vaste consultation d'acteurs publics et privés, incluant structures gouvernementales, *think-tanks*, industries de défense, partis politiques, syndicats et universités. L'ensemble du rapport consiste en une analyse de la situation actuelle, et une liste détaillée de recommandations. Au total, 33 recommandations importantes sont proposées au gouvernement australien, visant à : optimiser la relation entre l'Organi-

sation du matériel de défense (agence gouvernementale chargée de l'acquisition du matériel) et les entreprises privées afin de définir en amont les besoins de défense ; développer la filière professionnelle de l'industrie de défense afin de recruter auprès des universités ; améliorer les emplois dans le secteur ; et réduire la fuite des cerveaux. Ce rapport estime qu'en suivant ces différentes recommandations, le gouvernement australien pourra améliorer l'ensemble du secteur.

► **PALAZZO Albert**, *The Future of War Debate in Australia: Why Has there Not Been One? Has the Need for One Now Arrived?*, Canberra : Land Warfare Studies Centre (Australian Army), *Working Paper* n° 140, août 2012, 37 p. URL : <http://www.army.gov.au/Our-future/DARA/Our-publications/~media/Files/Our%20ofuture/DARA%20Publications/WP/WP140-The-Future-of-War-Debate-in-Australia.ashx>. Consulté le 15 janvier 2013

#### *Défense et sécurité*

La transformation de la guerre, l'expérience des conflits en Irak et en Afghanistan, ou encore les défis sécuritaires contemporains, ont imposé aux États-Unis une réflexion sur l'avenir de la guerre. Mais pas encore en Australie. Ce *Working Paper* invite les milieux académiques et les responsables politiques à ouvrir un vaste débat intellectuel afin de préparer les forces armées australiennes à faire face aux guerres du futur. Son ambition est, comme aux États-Unis, d'associer tous les acteurs du débat stratégique à cette réflexion. Le *Working Paper* s'appuie sur la documentation ouverte ; il analyse l'état des débats aux États-Unis sur l'avenir de la guerre, avant de poser les mêmes questions dans le cas australien. Il s'agit donc d'une analyse comparative pointant du doigt les décalages entre l'importance des débats aux États-Unis et leur quasi-absence en Australie. L'engagement australien en Irak, les défis sécuritaires en Asie du Sud-Est et les réflexions sur l'avenir de la guerre dans d'autres pays, notamment aux États-Unis, imposent un examen similaire en Australie. Ce *Working Paper* propose de partir des réflexions déjà existantes menées au niveau tactique et de les étendre au niveau stratégique, en prenant exemple sur l'allié américain. L'auteur recommande une vraie structure de réflexion prospective au sein du ministère de la Défense, chargée d'analyser les évolutions des conflits et l'adaptation des forces armées australiennes qui doit en résulter.

► **LYON Rod**, *Strategic Contours: The Rise of Asia and Australian Strategic Policy*, Barton : Australian Strategic Policy Institute (ASPI), juillet 2012, 48 p. URL : [http://www.aspi.org.au/publications/publication\\_details.aspx?ContentID=343&pubtype=-1](http://www.aspi.org.au/publications/publication_details.aspx?ContentID=343&pubtype=-1). Consulté le 15 janvier 2013

#### *Relations internationales*

Dans le cadre des réflexions précédant la publication du Livre blanc sur « l'Australie dans le siècle asiatique » (octobre 2012) et du Livre blanc de la défense australienne (attendu au premier trimestre 2013), cette étude s'interroge sur la double tendance du déclin relatif des États-Unis et de la montée en puissance de l'Asie, et les positionnements économiques, politiques et stratégiques de l'Australie dans ce qui est identifié comme le siècle de l'Asie. Elle cherche à réaffirmer la place de l'Australie dans l'espace stratégique asiatique. S'appuyant sur une documentation ouverte, cette étude prospective identifie, à partir des évolutions récentes en Asie, les enjeux futurs pour l'Australie. L'auteur estime que, plus que des capacités, l'Australie a besoin d'une stratégie clairement définie dans sa relation avec les pays asiatiques, associant un engagement accru, un partenariat plus étendu, mais aussi une attention soutenue et le maintien d'une relation étroite avec les États-Unis. Réaffirmant la place de l'Australie en Asie, cette étude pointe du doigt la nécessité pour Canberra de favoriser l'émergence d'une multipolarité en Asie,

et de jouer un rôle accru dans l'environnement stratégique et sécuritaire asiatique, compte tenu des incidences directes pour l'Australie d'une détérioration de cet environnement. À cet égard, si le partenariat avec Washington est essentiel, il ne doit pas être exclusif.

## Canada

► **WALTER & DUNCAN GORDON FOUNDATION et MUNK SCHOOL OF GLOBAL AFFAIRS, *Canada as an Arctic Power: Preparing for the Canadian Chairmanship of the Arctic Council (2013-2015)***, Toronto : Walter & Duncan Gordon Foundation, mai 2012, 25 p., document présenté par le *Munk-Gordon Arctic Security Program*, issu de « The Arctic Council: Its Place in the Future of Arctic Governance (January 17-18, 2012) ». URL : <http://gordonfoundation.ca/sites/default/files/images/CanadaasanArcticPower.pdf>. Consulté le 15 janvier 2013

### *Défense et sécurité / Relations internationales*

La fondation Walter & Duncan Gordon est très investie sur les questions liées à l'avenir de l'Arctique et a cofinancé avec l'université de Toronto la création du *Munk-Gordon Arctic Security Program*, spécialisé sur l'Arctique. Ce programme a mis en place des cercles de réflexion alliant des hommes politiques, des indigènes, des chercheurs et des acteurs du secteur privé. Lors d'une conférence, ces experts ont travaillé sur le rôle que le Canada devrait jouer lors de sa présidence du Conseil de l'Arctique de 2013 à 2015. L'Arctique est un enjeu environnemental, économique, politique et sécuritaire fort pour le Canada. Le rapport identifie les enjeux que le Canada devrait mettre en avant lors de cette présidence du Conseil de l'Arctique et propose 19 recommandations.

► **CANADA-ASIA ENERGY FUTURES TASK FORCE, *Securing Canada's Energy Future: Report of the Canada-Asia Energy Futures Task Force***, Vancouver : Asia Pacific Foundation of Canada, juin 2012, 36 p. URL : [http://www.asiapacific.ca/sites/default/files/filefield/canada-asia\\_energy\\_futures\\_task\\_force\\_-\\_final\\_report\\_2.pdf](http://www.asiapacific.ca/sites/default/files/filefield/canada-asia_energy_futures_task_force_-_final_report_2.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

### *Ressources stratégiques / Relations internationales*

Le rapport a été élaboré dans le cadre du programme « Conversation avec l'Asie » de l'Asia-Pacific Foundation. Ce programme rassemble des hommes politiques, des industriels, des membres de la société civile et des universitaires, sur les questions stratégiques pour le Canada et l'Asie, au sein d'une *task force*. Le rapport présente les travaux de la *task force* sur les enjeux d'avenir des relations entre le Canada et l'Asie en matière d'énergie, notamment la diversification des relations énergétiques entre le Canada et l'Asie en termes de destinations d'exportation, les collaborations sur les innovations énergétiques, les partenariats public-privé, les corridors de transport d'énergie, etc.

► **ÇELIK Aliye Pekin et ÇELIK Laura Elizabeth, *Turkey: Current and Future Political, Economic and Security Trends***, Calgary : Canadian Defense & Foreign Affairs Institute (CDFAI), juin 2012, 24 p. URL : <http://www.cdfai.org/PDF/Turkey%20Current%20and%20Future%20Political,%20Economic%20and%20Security%20Trends.pdf>. Consulté le 15 janvier 2013

### *Relations internationales*

Le CDFAI est un *think-tank* spécialisé sur les questions de relations internationales, diplomatiques et militaires, créé en 2001. Le rapport, écrit par deux consultants exté-

rieurs, présente l'avenir de la Turquie et ses conséquences possibles pour les relations internationales. Trois scénarios sont envisagés sur la base d'une revue de la littérature : une relation positive avec la Turquie, le *statu quo*, le conflit.

► **ANGUS W. David et MITCHELL Grant, *Maintenant ou jamais. Le Canada doit agir d'urgence pour prendre sa place dans le nouvel ordre mondial de l'énergie***, Ottawa : Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, juillet 2012, 74 p. URL : <http://www.parl.gc.ca/Content/SEN/Committee/411/enev/rep/rep04jul12-f.pdf>. Consulté le 15 janvier 2013

*Ressources stratégiques / Relations internationales*

Le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles rassemble une douzaine de sénateurs canadiens travaillant sur ces thèmes. Après un travail documentaire et des auditions, ils produisent des rapports thématiques. Le présent rapport identifie les priorités d'action du Canada dans le domaine de l'énergie pour les années à venir : moderniser et étendre les réseaux électriques et de *pipelines* pétroliers et gaziers pour rejoindre les régions et diversifier les marchés d'exportation, encadrer l'exploration et la mise en valeur des ressources énergétiques dans le Nord et l'Arctique, soutenir fortement l'industrie nucléaire canadienne, entre autres.

► **DEIBERT Ron, *Distributed Security as Cyber Strategy: Outlining a Comprehensive Approach for Canada in Cyberspace***, Calgary : Canadian Defence & Foreign Affairs Institute (CDFAI), août 2012, 28 p. URL : <http://www.cdfai.org/PDF/Distributed%20Security%20as%20Cyber%20Strategy.pdf>. Consulté le 15 janvier 2013

*Défense et sécurité*

Ce rapport a pour objectif de déterminer le champ de la stratégie de cybersécurité, et le rôle du politique dans le domaine du cyberspace. Il examine la différence de perception et de traitement du cyberspace dans les démocraties et les régimes autoritaires, mais aussi auprès des acteurs privés. Il fournit enfin une série de recommandations au Canada afin d'adapter sa stratégie de cybersécurité aux enjeux actuels et futurs. Ce rapport académique s'appuie sur une importante documentation composée d'articles de revues scientifiques, d'ouvrages spécialisés et de rapports officiels, tous en documentation ouverte. Il s'appuie sur la stratégie de cybersécurité du Canada rendue publique en 2010, qu'il analyse, tout en identifiant les évolutions nécessaires. Il mentionne et commente enfin les multiples cas de cyberstratégie et cyberguerre observés ces dernières années.

Critiquant le manque de profondeur de la stratégie de cybersécurité du Canada de 2010 et l'absence de remarques sur plusieurs points, ce rapport met en relation la sécurité du cyberspace et la bonne gouvernance, et recommande aux décideurs politiques canadiens de s'inspirer des réflexions menées aux États-Unis, à la fois le modèle libéral des démocrates et la vision de la sécurité plus traditionnelle des républicains, en vue de renforcer la sécurité intérieure et internationale. L'auteur invite le Canada à repenser sa stratégie de cybersécurité en imposant un modèle de « sécurité disséminée ».

► **CAMPBELL Don, EVANS Paul et LORTIE Pierre, *Securing Canada's Place in Asia: Means, Institutions and Mechanisms***, Vancouver : Asia Pacific Foundation of Canada, août 2012,

52 p. URL : [http://www.asiapacific.ca/sites/default/files/filefield/securing\\_canadas\\_place\\_in\\_asia\\_taskforce\\_report.pdf](http://www.asiapacific.ca/sites/default/files/filefield/securing_canadas_place_in_asia_taskforce_report.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

### *Relations internationales*

Dans un contexte économique marqué par un ralentissement de la croissance dans les pays occidentaux, ce rapport analyse la montée en puissance économique de l'Asie, et cherche à identifier et assurer « la place du Canada en Asie ». Il n'est qu'une étape dans le progrès des débats sur la part active du Canada dans les institutions régionales, en pleine évolution, de la région Asie-Pacifique, et s'inscrit dans un effort de l'Asia Pacific Foundation of Canada visant à renforcer les relations entre le Canada et l'Asie.

Ce rapport s'appuie essentiellement sur des études d'autres *think-tanks* et organismes publics en documentation ouverte, et sur de nombreuses données chiffrées, présentées en annexe. Il répertorie dans une première partie les différents niveaux de montée en puissance asiatique : économique, politique, stratégique, et fournit dans une seconde partie une série de recommandations pour le Canada. Prenant acte de la montée en puissance de l'Asie, mais aussi des multiples défis liés à l'absence d'une intégration économique et politique régionale, ce rapport étudie les positionnements du Canada pour renforcer sa coopération et son engagement en Asie-Pacifique. Il préconise des approches bilatérale et régionale menées en parallèle, la participation active et coordonnée des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, et une implication multidimensionnelle touchant à la fois l'économie, la politique, la sécurité, les questions militaires, les échanges culturels et les relations interpersonnelles.

► **DUPONT Benoît, *L'Environnement de la cybersécurité à l'horizon 2022. Tendances, moteurs et implications***, Montréal : Chaire de recherche du Canada en sécurité et technologie, université de Montréal, Note de recherche n° 14, septembre 2012, 47 p. URL : [http://www.cerium.ca/IMG/pdf/Dupont\\_2012\\_Cybersecurite\\_2022\\_note\\_14.pdf](http://www.cerium.ca/IMG/pdf/Dupont_2012_Cybersecurite_2022_note_14.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

### *Défense et sécurité*

Consécutivement à la stratégie de cybersécurité canadienne publiée en 2010, ce rapport, préparé pour la Direction générale de la cybersécurité nationale et Sécurité publique Canada, vise à anticiper les tendances technologiques, culturelles et criminelles émergentes, et à adapter ainsi la stratégie de cybersécurité à des enjeux en mouvement. Ce travail académique s'appuie sur une riche documentation ouverte. Il identifie neuf tendances sociotechniques et socio-économiques (dont la militarisation d'Internet) à partir d'une recension de 21 rapports de prospective technologique publiés par des entreprises comme Gartner Research, IBM ou PricewaterhouseCoopers, et des organismes publics comme le ministère français de l'Industrie ou le Foresight Horizon Scanning Centre du Royaume-Uni. Afin de s'adapter aux enjeux de la cybersécurité, le rapport recommande au gouvernement canadien de suivre l'évolution de l'écosystème numérique, d'en cartographier les divers acteurs, les interactions, et d'évaluer les implications de ces transformations sur la cybersécurité ; d'harmoniser les règles opposant parfois les acteurs gouvernementaux ; de se pencher sur la restructuration des institutions gouvernementales existantes ou la création de nouvelles institutions, afin d'adapter les capacités d'intervention et de coordination du gouvernement ; de réfléchir aux transformations des risques, des normes et des pratiques en lien avec la protection de la vie privée ; et d'établir de meilleures connexions entre le pouvoir fédéral et les autorités politiques au niveau local.

► SHIMOOKA Richard, *F-35 and the Future of Canadian Security*, Calgary : Canadian Defence & Foreign Affairs Institute (CDFAI), *Strategic Studies Working Group Papers*, novembre 2012, 18 p. URL : <http://www.cdfai.org/PDF/F-35%20and%20the%20Future%20of%20Canadian%20Security.pdf>. Consulté le 15 janvier 2013

### *Défense et sécurité*

Diffusé par le gouvernement du Canada, l'objectif de ce rapport est d'évaluer si le *F-35* répond aux besoins de défense du Canada dans les prochaines années, en répertoriant les avantages et les inconvénients de la participation du Canada au projet d'avion d'attaque interarmées (JSF), qui s'est heurtée à de nombreuses critiques, notamment en raison du manque de clarté des intentions d'Ottawa. Ce rapport s'appuie sur une documentation ouverte importante associant articles scientifiques, presse et actualité, et rapports d'autres structures officielles ou *think-tanks*. Il met l'accent sur les aspects politiques et stratégiques du *F-35* plus que sur ses considérations techniques. Pesant le pour et le contre du *F-35* pour le Canada, ce rapport estime qu'Ottawa devrait rester engagé en tant que partenaire dans le programme JSF et continuer à participer à son développement ; mais observer de près et évaluer dans le même temps les progrès du chasseur afin de mieux motiver sa décision finale de l'acheter après 2016 ; et enfin s'assurer que les caractéristiques du *F-35* sont bien comprises à tous les niveaux du gouvernement, et correctement utilisées s'il est acheté par le Canada.

## États-Unis

► COMMITTEE ON THE FUTURE OF ARCTIC SEA ICE RESEARCH IN SUPPORT OF SEASONAL-TO-DECADAL PREDICTIONS, POLAR RESEARCH BOARD, DIVISION ON EARTH AND LIFE STUDIES et NATIONAL RESEARCH COUNCIL, *Seasonal-to-Decadal Predictions of Arctic Sea Ice: Challenges and Strategies*, Washington, D.C. : The National Academies Press, 2012, 80 p. URL : [http://www.nap.edu/catalog.php?record\\_id=13515](http://www.nap.edu/catalog.php?record_id=13515). Consulté le 15 janvier 2013

### *Réchauffement climatique et sécurité*

Les conclusions du groupe de travail du Comité de recherche sur le devenir de l'océan Arctique ont déterminé plusieurs axes stratégiques pour coordonner les communautés de chercheurs travaillant à prévoir l'évolution et les conséquences de la fonte de la calotte glaciaire. Devant la multiplication des outils, des objectifs et des acteurs impliqués dans la prévision à court et moyen termes, les conclusions de la communauté internationale divergent en tous points. Cependant, tous s'accordent sur deux aspects qui devraient à moyen terme affecter l'équilibre du système arctique : la modification du climat mondial (à travers son réchauffement notamment) et le bouleversement de l'équilibre économique polaire. Entre autres, la plus grande accessibilité des ressources et des routes maritimes devrait entraîner une multiplication des acteurs (industries d'extraction minière, compagnies d'exploitation halieutique, groupes de transport maritime, entreprises touristiques et opérations militaires). La nécessité d'une harmonisation du cadre et des méthodes se fait dès lors sentir. Ce serait le rôle d'une autorité coordinatrice imposant un cadre général, des outils communs et une conclusion unique, qui permettrait à terme de pallier l'absence de coordination qui prévaut aujourd'hui dans ce secteur de la recherche.

► **KATT Robert J. (rapporteur), *Material and Manufacturing Capabilities for Sustaining Defense Systems: Summary of a Workshop***, Washington, D.C. : The National Academies Press, 2012, 84 p. URL : [http://www.nap.edu/catalog.php?record\\_id=18252](http://www.nap.edu/catalog.php?record_id=18252). Consulté le 15 janvier 2013

#### *Ressources stratégiques*

En considérant la quantité de matériels militaires et d'équipements que nécessitent des armements technologiquement très avancés, la question des pièces détachées est un point crucial de l'efficacité des forces armées aux États-Unis. L'objectif du rapport était de trouver des axes pour résoudre les problèmes que rencontrent les services de maintenance des armées. Deux enjeux principaux figurent parmi ces problèmes : l'obsolescence des pièces détachées et la rupture de la chaîne d'approvisionnement des pièces.

Pour les pallier, le groupe de travail a mis en exergue la nécessité de créer des groupes d'étude en amont. Il prenait notamment exemple sur l'*Advanced Component Obsolescence Management* (AVCOM) de l'US Air Force. L'accent a aussi été mis sur le problème de la sous-traitance qui ne peut être efficace que si des unités de vérification étudient les pièces détachées entrant dans la composition d'un système d'arme mais manufacturées par une industrie privée. Des bureaux d'études devraient en outre voir le jour afin de prévoir la pénurie d'un matériau indispensable au fonctionnement d'un système et d'engager des mesures pour le remplacer par la suite.

► **LARRABEE F. Stephen, JOHNSON Stuart E., GORDON IV John, WILSON Peter A., BAXTER Caroline, LAI Deborah, TRENKOV-WERMUTH Calin, *NATO and the Challenge of Austerity***, Santa Monica : RAND Corporation, 2012, 141 p. URL : [http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2012/RAND\\_MG1196.pdf](http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2012/RAND_MG1196.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

#### *Défense et sécurité*

Cette étude évalue l'impact des politiques d'austérité budgétaire sur l'Alliance atlantique. Elle analyse plus spécifiquement le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas et la Pologne. Outre la réduction générale des effectifs des forces armées européennes, les réductions budgétaires vont toucher les principales armées européennes de l'OTAN. Le budget allemand de la défense devrait diminuer de 25 % d'ici 2014, celui du Royaume-Uni devrait baisser de 7,5 %, et celui des Pays-Bas de 13 % à l'horizon 2015. Des réductions importantes sont attendues en Espagne et en Italie, mais le budget français devrait, selon l'étude, être maintenu. Seule la Pologne compte accroître son budget de 7 % cette année. Ces réductions devraient se traduire par une diminution de la préparation au combat et aux capacités de déploiement des forces européennes.

Selon les auteurs de l'étude, la réduction quantitative (tant financière qu'humaine et matérielle) des forces européennes de l'OTAN aura inévitablement un effet qualitatif sur ces armées pendant toute la décennie 2010-2020. Il est ainsi probable qu'elles ne pourront effectuer qu'une seule opération de moyenne intensité à la fois. Certains multiplicateurs de force ne seront pas disponibles, ou en nombre insuffisant — ISR (intelligence, surveillance, reconnaissance), défense antimissile de théâtre, systèmes de drones...

Malgré cela, le rapport plaide en faveur du maintien de forts liens transatlantiques dans le cadre de l'OTAN, en dépit du basculement stratégique américain vers la région Asie-Pacifique.

► STEINBRUNER John D., STERN Paul C. et HUSBANDS Jo L. (sous la dir. de), *Climate and Social Stress: Implications for Security Analysis*, Washington, D.C. : The National Academies Press, 2012, 280 p. URL : [http://books.nap.edu/catalog.php?record\\_id=14682](http://books.nap.edu/catalog.php?record_id=14682). Consulté le 15 janvier 2013

#### *Réchauffement climatique et sécurité*

Le rapport, rédigé à l'attention de la communauté américaine du renseignement, livre une prévision des impacts que pourrait avoir le changement climatique anthropogénique sur les questions géopolitiques et les enjeux sécuritaires auxquels sont confrontés les États-Unis. Le risque climatique menacerait la sécurité des États-Unis en modifiant les équilibres mondiaux et régionaux. Des guerres transnationales aux conflits régionaux et subnationaux, en passant par les catastrophes humanitaires de grande ampleur : le changement climatique mettra à mal les chaînes d'approvisionnement en biens de consommation stratégiques (céréales, pétrole) créant ainsi des chocs systémiques.

Avec l'accélération de la fréquence des événements liés au réchauffement climatique, les États auront de moins en moins la capacité de réagir efficacement à leurs conséquences, alors que les premiers signes de cette accélération devraient apparaître au cours de la prochaine décennie. Pour contrer les risques sécuritaires liés à de tels événements, il serait important d'intégrer les conclusions du programme de recherche américain sur le changement climatique (USGCRP) aux études menées par la communauté du renseignement. Il faudrait par ailleurs promouvoir les exercices internationaux de gestion du *stress* climatique (*stress testing*) dans les États et régions susceptibles de rompre les chaînes d'approvisionnement stratégique.

► BLANK Stephen J. (sous la dir. de), *Can Russia Reform? Economic, Political and Military Perspectives*, Carlisle : Strategic Studies Institute, juin 2012, 121 p. URL : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/display.cfm?pubID=1111>. Consulté le 23 décembre 2012

#### *Défense et sécurité / Relations internationales*

Cette étude, réalisée par un collectif de chercheurs, évalue la possibilité pour la Russie de se réformer politiquement, économiquement et militairement. Concernant les réformes politiques, le système russe est perçu comme bloqué. Un « moment de vérité » apparaît comme inévitable, qui pourrait provoquer un profond changement. Cependant, il ne surviendra que lorsque la Russie aura abandonné l'idée qu'elle peut se réformer politiquement sans opérer une modification radicale de ses vieilles habitudes politiques : élections libres, nouvelles lois électorales, responsabilité du gouvernement face au Parlement, liberté des médias et des rassemblements, refonte du système judiciaire et législatif.

Dans le secteur économique, la capacité de réforme de la Russie est jugée très incertaine, compte tenu des structures mêmes de l'économie russe, qualifiée de système bureaucratique patrimonial.

Militairement, la réforme en cours, engagée en 2008 suite au conflit avec la Géorgie, devrait aboutir malgré les difficultés rencontrées. Les clefs de succès identifiées sont : volonté politique continue, croissance et stabilité économiques, concepts et doctrines réalistes. Toutefois, la réforme de l'appareil de renseignement et de sécurité paraît, elle, peu probable.

► CORDESMAN Anthony H., *Afghanistan from 2012-2014: Is a Successful Transition Possible?* Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), Burke Chair in

Strategy, juin 2012, 25 p. URL : [http://csis.org/files/publication/120619\\_Afghan\\_Transition.pdf](http://csis.org/files/publication/120619_Afghan_Transition.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

### *Relations internationales / Défense et sécurité*

Cette note vise à évaluer les chances d'une transition réussie en Afghanistan dans le cadre du retrait de la coalition internationale. L'essentiel du document ne traite cependant pas de prospective en tant que telle, mais plutôt des conditions nécessaires pour une transition réussie. Toutefois, une partie expose la vision du futur de l'Afghanistan par le gouvernement d'Hamid Karzaï. Selon cette vision, l'Afghanistan assumera l'entière responsabilité de sa sécurité en 2015 ; en 2025, le gouvernement ne devrait plus dépendre de l'aide internationale pour le financement des secteurs d'activité (sauf la sécurité), un secteur industriel minier important aura été développé et les causes profondes de l'insurrection auront été réduites ; en 2030, l'Afghanistan devrait financer lui-même des forces armées et de sécurité professionnelles et efficaces, et aura émergé comme un modèle de nation musulmane démocratique et moderne.

Selon les auteurs de la note, les efforts américains en faveur de la transition en Afghanistan ont des chances d'aboutir. Cependant, l'émergence d'un Afghanistan stable, sûr, démocratique et en marche vers le développement économique, est bien moins évidente pour 2014, voire pour 2020. Le scénario probable, et qui serait stratégiquement acceptable par les États-Unis, est un Afghanistan subissant une division fonctionnelle (entre principales ethnies / factions), mais dont les éléments résisteraient aux insurgés, tandis qu'un État central minimum continuerait tant bien que mal à fonctionner.

► **WEST Darell M.**, *A Vision for Homeland Security in the Year 2025*, Washington D.C. : Brookings Institution, *Governance Studies*, juin 2012, 16 p. URL : [http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Papers/2012/6/26%20security%20homeland%20west/26\\_homeland\\_security\\_west.pdf](http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Papers/2012/6/26%20security%20homeland%20west/26_homeland_security_west.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

### *Défense et sécurité*

Ce document a été établi en vue d'éclairer les prises de décisions du gouvernement américain, en dessinant une vision de la sécurité intérieure jusqu'à 2025. Pour cela, l'auteur dresse une liste complète des menaces futures à anticiper : les nouvelles facettes du terrorisme (NRBC : nucléaire, radiologique, biologique et chimique ; drones) ; le risque géopolitique qui peut se répercuter sur la sécurité intérieure des États-Unis (Pakistan, Moyen-Orient, Mexique) ; la cybersécurité liée aux constantes évolutions technologiques ; la protection des frontières ; les bouleversements climatiques ; et le risque budgétaire.

Plusieurs pistes sont proposées pour permettre au gouvernement américain de se préparer au mieux à l'émergence de ces nouveaux risques, pour éviter qu'ils ne se transforment en réelle menace. Selon l'auteur, la sécurité intérieure doit être perçue comme un réseau complexe connectant une multitude d'éléments interdépendants ; il suggère donc au gouvernement américain d'appréhender ces nouvelles menaces dans une approche systémique, dans laquelle des politiques doivent être menées pour coordonner tous les acteurs aptes à réagir à la menace (organisations non gouvernementales, États, personnes morales...), car il constate qu'à l'heure actuelle, ce manque de transversalité dans la gestion des risques affaiblit la réactivité face à la menace.

► **CORDESMAN Anthony H. et YAROSH Nicholas S.**, *Chinese Military Modernization and Force Development: A Western Perspective*, Washington, D.C. : Center for Strategic and In-

ternational Studies (CSIS), Burke Chair in Strategy, juillet 2012, 227 p. URL : [http://csis.org/files/publication/120727\\_Chinese\\_Military\\_Modernization\\_Force\\_Dvlpment.pdf](http://csis.org/files/publication/120727_Chinese_Military_Modernization_Force_Dvlpment.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

### *Défense et sécurité*

Cette étude présente les forces armées chinoises (terre, air, mer, « deuxième artillerie ») sans qu'une réelle prospective sur leur évolution à venir ne soit proposée. En revanche, le chapitre 9 s'attache à analyser le développement de l'Armée populaire de libération dans les équilibres militaires autour du détroit de Taiwan, et rapporte la perception de Taipei sur les intentions et capacités de Pékin à son égard. Selon les Taiwanais, la République populaire de Chine verrait la période actuelle (jusqu'en 2020) comme une période d'opportunité stratégique, et un risque de conflit avec Taiwan demeure possible. L'armée chinoise se modernise et se développe notamment dans ce but. L'objectif pour Pékin serait d'être en mesure de conduire avant 2020 des opérations d'envergure (ciblant la « province rebelle ») en dissuadant toute intervention étrangère. L'armée de terre chinoise se concentre sur sa mécanisation et son informatisation, la marine sur le développement de ses capacités océaniques et de projection, l'armée de l'air sur les capacités de frappe de précision ainsi que de C2 (commandement-contrôle) informatisé. Les forces balistiques chinoises ont pour objectif d'accroître la précision et l'efficacité de leurs équipements. Les opérations envisagées à l'encontre de Taiwan seraient au nombre de cinq : intimidation, blocus, frappes aériennes, opération de débarquement, et déni d'accès jusqu'à Guam face aux États-Unis et au Japon.

► **SOKOLSKI Henry D. (sous la dir. de), *The Next Arms Race*, Carlisle : Strategic Studies Institute, juillet 2012, 530 p. URL : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/PUB1113.pdf>. Consulté le 23 décembre 2012**

### *Défense et sécurité*

Ce document, rédigé par un collectif de chercheurs, militaires ou responsables d'agences aussi bien américains qu'étrangers, a été réalisé pour le compte du Nonproliferation Policy Education Center (NPEC). Il étudie le futur de la prolifération nucléaire dans le cadre de la réduction des arsenaux américains et russes, et s'intéresse notamment au développement de l'arsenal chinois au XXI<sup>e</sup> siècle, au paysage nucléaire futur du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et aux relations entre l'Inde et le Pakistan. La dernière partie de l'étude est consacrée à l'avenir du contrôle des armements. Selon le coordinateur de l'étude, une guerre majeure, y compris nucléaire, entre grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie) est peu probable à l'avenir. En revanche, des guerres en Asie — Inde / Pakistan, Chine / Taiwan, Inde / Viêt-nam (?) — ou au Moyen-Orient — Israël / Iran — sont jugées possibles.

► **HAMEED Sadika, *Prospects for Indian-Pakistani Cooperation in Afghanistan*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), rapport du CSIS Program on Crisis, Conflict and Cooperation, août 2012, 52 p. URL : [http://csis.org/files/publication/120823\\_Hameed\\_ProspectsIndianPakistan\\_Web.pdf](http://csis.org/files/publication/120823_Hameed_ProspectsIndianPakistan_Web.pdf). Consulté le 15 janvier 2013**

### *Relations internationales*

Ce rapport expose les domaines possibles de coopération future entre l'Inde et le Pakistan, plus particulièrement en Afghanistan. En premier lieu, la sécurité régionale ne pourra être assurée tant qu'un certain niveau de coopération entre New Delhi et Islamabad (entre autres) n'est pas atteint. De plus, l'Afghanistan ne peut développer son

économie, sa gouvernance et sa sécurité sans coopération avec l'Inde et le Pakistan. Enfin, l'auteur se dit optimiste sur les chances de succès d'une coopération entre les deux pays en Afghanistan, compte tenu des avantages politiques et économiques à en tirer, dès lors qu'ils trouvent un terrain d'entente. La première étape indispensable demeure bien l'amorce d'un réel rapprochement bilatéral entre l'Inde et le Pakistan.

► **NAKANO Jane, PUMPHREY David, PRICE Jr. Robert et WALTON Molly A., *Prospects for Shale Gas Development in Asia: Examining Potentials and Challenges in China and India*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), rapport du CSIS Energy and National Security Program, août 2012, 44 p. URL : [http://csis.org/files/publication/120824\\_Nakano\\_ProspectsShaleGas\\_Web.pdf](http://csis.org/files/publication/120824_Nakano_ProspectsShaleGas_Web.pdf). Consulté le 15 janvier 2013**

#### *Ressources stratégiques*

Publié par des spécialistes des questions énergétiques, ce rapport analyse les enjeux du développement du gaz de schiste en Chine et en Inde. Face au peu de données connues et aux nombreuses incertitudes quant aux possibilités d'usage des ressources en gaz de schiste disponibles sur ces territoires, le rapport pose davantage de questions qu'il ne formule de réponses. Il part d'un constat : à l'horizon 2035, plus de la moitié de la croissance mondiale de la consommation d'énergie sera imputable à la Chine et l'Inde. Dès lors, les deux pays auront également besoin de nouvelles ressources et les gaz non conventionnels comme les gaz de schiste pourraient être une piste pour eux, afin de réduire quelque peu leur dépendance en matière énergétique et de renforcer leur sécurité énergétique. Un rapport du département américain de l'Énergie d'avril 2011 évaluait les ressources (pas les réserves) en gaz de schiste de la Chine à 1 275 trillions de pieds cubes (36 100 milliards de mètres cubes) et de l'Inde à 63 trillions de pieds cubes (1 800 milliards de mètres cubes) — ces ressources sont de 1 250 trillions de pieds cubes (35 000 milliards de mètres cubes) pour les États-Unis et le Canada réunis. Le rapport pointe du doigt toutes les difficultés que ces pays pourraient rencontrer pour exploiter ces ressources (difficulté géologiques, investissements massifs, compétences technologiques, etc.) et suggère que le processus de mise à disposition de ces ressources pourrait ne pas être aussi rapide qu'aux États-Unis. Outre la géographie des bassins de gaz présents dans les deux pays, le rapport revient également sur l'ensemble des acteurs, notamment économiques et industriels, engagés dans ces secteurs.

► **DALTON Melissa G., *Asad Under Fire: Five Scenarios for the Future of Syria*, Washington, D.C. : Center for a New America Security (CNAS), *Policy Brief*, septembre 2012, 14 p. URL : [http://www.cnas.org/files/documents/publications/CNAS\\_AsadUnderFire\\_Dalton.pdf](http://www.cnas.org/files/documents/publications/CNAS_AsadUnderFire_Dalton.pdf). Consulté le 15 janvier 2013**

#### *Défense et sécurité*

Cette note expose en premier lieu les raisons pour lesquelles les intérêts stratégiques américains sont concernés par la guerre civile en Syrie : risque d'utilisation et de dissémination d'armes chimiques ; risque de contagion du conflit aux pays voisins, qui connaissent eux-mêmes des tensions internes ; limitation de l'influence iranienne au Moyen-Orient ; risque de voir des groupes djihadistes internationaux en Syrie ; assurer la sécurité d'Israël. La suite du document développe cinq scénarios d'évolution de la crise syrienne : 1) décès soudain de Bachar el-Assad, qui n'aboutirait cependant pas à la fin du conflit ; 2) départ de Bachar el-Assad et de son entourage, transition contrôlée ; 3) victoire militaire de la rébellion ; 4) victoire militaire du régime ; 5) implosion de la Syrie selon les grandes lignes de fractures régionales et confessionnelles.

► **DENI John R.**, *The Future of American Landpower: Does Forward Presence Still Matter? The Case of the Army in Europe*, Carlisle : Strategic Studies Institute, octobre 2012, 57 p. URL : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/PUB1130.pdf>. Consulté le 23 décembre 2012

#### *Défense et sécurité*

L'auteur du document évalue la pertinence de la présence militaire terrestre américaine en Europe alors que le contexte géopolitique a été bouleversé depuis la fin de la guerre froide. L'étude estime que malgré ces changements, la présence militaire américaine est toujours indispensable à la sécurité des États-Unis et à celle de ses alliés, pour des raisons différentes. Il ne s'agit plus tant de protéger l'espace européen face à une invasion provenant de l'est (sauf pour certains pays d'Europe orientale comme la Pologne et les États baltes), mais de se préparer aux menaces futures. En effet, la présence militaire terrestre américaine permet d'assurer l'interopérabilité avec les alliés et partenaires qui pourront être susceptibles de combattre ces menaces futures aux côtés des États-Unis.

► **BLAIR Charles P. et JANSSON Mark**, *Sanctions, Military Strikes, and Other Potential Actions Against Iran: Findings from an Expert Elicitation on Potential Global Economic Impacts*, Washington, D.C. : Federation of American Scientists (FAS), *Special Report*, novembre 2012, 30 p. URL : [http://www.fas.org/\\_docs/2012\\_Iran\\_and\\_Global\\_Economy.pdf](http://www.fas.org/_docs/2012_Iran_and_Global_Economy.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

#### *Défense et sécurité*

Réalisé par un collectif de neuf chercheurs et analystes provenant des milieux militaires, économiques et de relations internationales, ce document propose six scénarios d'actions américaines à l'égard de l'Iran et en analyse les conséquences économiques au niveau mondial. Les scénarios sont les suivants : 1) pressions accrues via des sanctions renforcées (coût économique mondial estimé : 64 milliards de dollars US) ; 2) isolement et blocus du Golfe persique, bloquant l'ensemble des exportations iraniennes liées au secteur des hydrocarbures (coût économique mondial estimé : 325 milliards de dollars US) ; 3) frappes aériennes ciblées et action des forces spéciales sur les sites nucléaires et les bases militaires clés (coût économique mondial estimé : 713 milliards de dollars US) ; 4) campagne aérienne massive de bombardement (coût économique mondial estimé : 1 200 milliards de dollars US) ; 5) invasion de l'Iran (coût économique mondial estimé : 1 700 milliards de dollars US) ; 6) désescalade par la recherche d'une reprise du dialogue et de concessions de la part des deux parties (bénéfice économique mondial estimé : 60 milliards de dollars US).

## Inde

► **KAPUR Vivek**, *Transformation of the Indian Air Force over the Next Decade*, New Delhi : Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), *Issue Brief*, juin 2012, 8 p. URL : [http://www.idsa.in/system/files/IB\\_TransformationoftheIAF.pdf](http://www.idsa.in/system/files/IB_TransformationoftheIAF.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

#### *Défense et sécurité*

Selon le *group captain* Vivek Kapur, chercheur à l'IDSA, l'Indian Air Force (IAF) est à la veille d'un renouvellement majeur de ses équipements et de ses capacités, qui s'étalera sur une dizaine d'années. Les problèmes à traiter ne manquent pas : sous-effectif de

personnels qualifiés, entraînement insuffisant, organisation défailante. En matière de défense aérienne, la flotte des 271 *Soukhoï-30* devrait continuer à former l'armature avancée de la flotte de combat. Les missions moins stratégiques seront prises en compte par les 350 à 450 *Tejas*. D'ici cinq ans, trois escadrons de *MiG-29* et trois escadrons de *Mirage-2000H* s'ajouteront à ces forces, sous condition d'une remise à jour de leurs *standards*. Pour les missions d'attaque, l'auteur voit le *T-50 PAK-FA* de cinquième génération arriver à maturité dans 10 ans, avec une cible de 250 unités, renforçant les *MiG-21*, *MiG-29* et *Mirage-2000* plus anciens, qui seraient toujours en service dans les années 2020. Les améliorations attendues plus généralement, que ce soit pour la chasse ou le transport, reposeront dans les années à venir sur une préférence pour le « *know-why* » (achats de matériels très performants, transferts de technologie et acquisitions de capacités de *design*) par rapport au « *know-how* » (simple production sous licence). L'auteur explique sous cet angle le fait que les Indiens aient préféré le *T-50* à une participation au programme américain *F-35*, même assortie de contreparties généreuses. Il est tout à fait remarquable que ce rapport ne dise pas un mot du contrat *Rafale* en cours de validation en Inde, son potentiel de transformation pour l'IAF étant pourtant considérable.

► **CHINA RESEARCH PROGRAMME (IPCS), *Trans Himalayan Trade & Development 2020: Looking Beyond Nathu La. IPCS Task Force Report*, New Delhi : Institute of Peace and Conflict Studies (IPCS), juillet 2012, 8 p. URL : <http://www.ipcs.org/1207-ChinaTaskForce3.pdf>. Consulté le 15 janvier 2013**

#### *Relations internationales*

Le rapport affirme que le développement des relations commerciales entre les deux grands acteurs du monde asiatique, l'Inde et la Chine, et avec leurs voisins, la Birmanie ou le Népal par exemple, devrait bénéficier à l'ensemble de l'Asie du Sud. Alors que le conflit frontalier sino-indien n'est toujours pas réglé et entrave les échanges commerciaux, diplomatiques et culturels entre Pékin et New Delhi, l'IPCS suggère une triple approche pour chacun des acteurs de la zone : locale, subrégionale et bilatérale. Ces approches, conjuguées avec la mise en place d'un couloir commercial traversant la frontière contestée sino-indienne, faciliteront la circulation des marchandises entre les deux États.

► **GUPTA Arvind, BEHURIA Ashok, CHANDRA Vishal et PATTANAIK Smruti, *Post-2014 Afghanistan and India's Options*, New Delhi : Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), *Policy Brief*, juillet 2012, 7 p. URL : [http://www.idsa.in/system/files/PB\\_Post2014AfghanistanandIndiaOption\\_180712.pdf](http://www.idsa.in/system/files/PB_Post2014AfghanistanandIndiaOption_180712.pdf). Consulté le 15 janvier 2013**

#### *Relations internationales*

La note évalue les différentes options qui s'offrent à l'Inde en Afghanistan après 2014. Après avoir énuméré les facteurs clefs qui conditionnent le futur de l'Afghanistan (évolution de l'insurrection, volonté de groupes insurgés de négocier, évolution des rapports de forces politiques et ethniques, enjeu de la drogue, gouvernance, rôle des puissances régionales...), les auteurs ne cèdent pas au pessimisme de nombreux observateurs de l'Afghanistan. Selon eux, la situation du pays ne devrait pas être catastrophique en 2014. Ils appellent notamment à renforcer les liens économiques entre New Delhi et Kaboul.

► **SAREEN Sushant, *Political Analysis of Election Possibilities in Pakistan*, New Delhi : Vivekananda International Foundation (VIF), *Occasional Paper*, novembre 2012, 25 p. URL :**

<http://www.vifindia.org/sites/default/files/political-analysis-of-election-possibilities-in-pakistan.pdf>. Consulté le 15 janvier 2013

### *Relations internationales*

Sushant Sareen, ancien rédacteur de [southasianmedia.net](http://southasianmedia.net) et auteur de *The Jihad Factory: Pakistan's Islamic Revolution in the Making* (New Delhi : Hindustan Publishing Corporation, 2005), analyse ici les perspectives des prochaines élections pakistanaïses. Celles-ci, quel que soit leur résultat, devraient voir se prolonger et s'amplifier l'instabilité politique chronique qui affecte le pays depuis plus de 10 ans. Dans la vallée de Peshawar, le parti PTI (Mouvement du Pakistan pour la justice) semble promis à un succès, tandis qu'il devra compter avec la résistance du PPP (Parti du peuple pakistanaïse) au Pendjab. Au Baloutchistan, les résultats dépendront de la décision des partis sécessionnistes — comme le BNP (Parti national du Baloutchistan)-Mengal — de participer ou non aux élections. Sur les 342 sièges du Parlement, l'auteur estime que 60 à 80 sièges reviendraient au PPP, 100 à 120 sièges au PMLN, entre 40 et 60 au PTI — les trois principales formations. De manière générale, bien qu'il fasse la différence entre groupes djihadistes « amis » et « ennemis », l'auteur exprime la conviction que le gouvernement pakistanaïse maîtrise de moins en moins la capacité à contrôler les uns et combattre les autres. De compromis en complicités avec les éléments les plus radicaux de la société, l'auteur voit le Pakistan devenir à terme ingouvernable et politiquement non viable.

## Royaume-Uni

► **FORESIGHT**, *Reducing Risks of Future Disasters: Priorities for Decision Makers. Final Project Report*, Londres : The Government Office for Science, 2012, 139 p. URL : <http://www.bis.gov.uk/assets/foresight/docs/reducing-risk-management/12-1289-reducing-risks-of-future-disasters-report.pdf>. Consulté le 15 janvier 2013

### *Réchauffement climatique et sécurité*

Ce rapport est le résultat d'une étude menée par le Foresight Programme britannique (l'organisme gouvernemental anglais en charge des questions de prospective), en collaboration avec des experts de différentes disciplines (économie, sociologie...). Ce travail a mobilisé plus de 200 experts et parties prenantes. Il s'est appuyé sur une revue de la littérature et s'est enrichi d'entretiens auprès des experts identifiés mais aussi d'ateliers collectifs avec des prospectivistes. Il analyse les risques de catastrophes naturelles d'ici à 2040, en particulier celles provoquées par le réchauffement climatique et celles susceptibles de toucher les populations urbaines. Il évalue leurs impacts possibles en termes humains et financiers, et identifie des priorités d'action pour les décideurs publics.

► **BROCK Hannah**, *Climate Change: Drivers of Insecurity and the Global South*, Oxford : Oxford Research Group, juin 2012, 20 p. URL : <http://www.oxfordresearchgroup.org.uk/sites/default/files/Climate%20Change%20and%20Insecurity%20in%20the%20Global%20South.pdf>. Consulté le 15 janvier 2013

### *Défense et sécurité / Changement climatique*

À l'image des travaux de l'Oxford Research Group, ce rapport se propose de faire évoluer les paradigmes de la sécurité en mettant l'accent sur celui de la « sécurité durable »

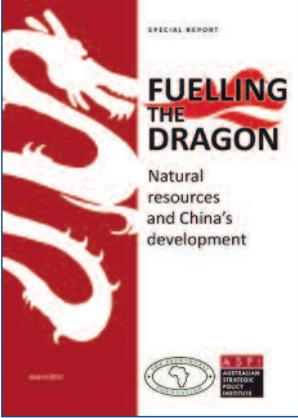
(*sustainable security*), entendu comme une approche préventive des crises plutôt que réactive. Parmi les principaux facteurs d'insécurité à l'avenir, le rapport en retient quatre : les changements climatiques, la compétition pour les ressources, la militarisation globale et le phénomène de marginalisation d'une partie des populations de la planète. L'idée de justice globale et d'équité doit être au cœur des politiques de sécurité durable. Le rapport évalue notamment, à partir de l'exemple du Bangladesh, les effets sur la sécurité mondiale de la menace que constituent les changements climatiques. Cette menace est évaluée notamment à partir de ses impacts directs (territoires rendus inhabitables, catastrophes naturelles, compétition pour les ressources, migrations) et indirects (agriculture et alimentation, mouvements de populations, santé, etc.). Le rapport insiste sur le fait que ce sont les populations des pays du Sud, c'est-à-dire la majorité de la population mondiale, qui seront affectées par ces changements climatiques.

► MITCHELL John (avec MARCEL Valérie et MITCHELL Beth), *What Next for the Oil and Gas Industry?*, Londres : Chatham House (The Royal Institute of International Affairs), octobre 2012, 128 p. URL : [http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Energy,%20Environment%20and%20Development/1012pr\\_oilgas.pdf](http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Energy,%20Environment%20and%20Development/1012pr_oilgas.pdf). Consulté le 15 janvier 2013

#### *Ressources stratégiques*

Publié par le *think-tank* britannique Chatham House, le rapport est rédigé par deux spécialistes de l'économie des questions énergétiques et un expert du monde de l'industrie. Il ne s'appuie pas sur de nouvelles données quantitatives ni sur de nouvelles prévisions en termes de réserves pétrolières ou gazières. Il ne s'inquiète pas, par ailleurs, du caractère limité des ressources, mais du rythme auquel ces ressources peuvent être converties en réserves pour une production potentielle. Le rapport évoque également la question des énergies non conventionnelles (gaz de schiste), susceptibles de répondre à la question des ressources limitées. Il attire l'attention sur la nécessité pour cette industrie de tirer les leçons d'un monde dans lequel il n'est plus possible de produire et de consommer sans tenir compte des problématiques énergétiques (prix élevé du pétrole, nécessité de disposer de moyens de transport moins gourmands en pétrole, par exemple) mais aussi environnementales (notamment les changements climatiques) et géopolitiques, avec le basculement du monde vers l'Asie. En effet, du fait de sa démographie et de son développement économique, le continent asiatique a de plus en plus besoin de ces matières premières que sont le pétrole et le gaz. Et de plus en plus, c'est vers le Moyen-Orient que ces pays se tournent pour leur approvisionnement. Du point de vue britannique, le rapport rappelle le rôle joué par des entreprises nationales en matière énergétique, et la nécessité d'investir dans la modernisation de ce secteur. Sans aborder directement les problématiques militaires et sécuritaires, il pose néanmoins, en creux, la question des moyens d'assurer la sécurité énergétique. ■

# FOCUS



**AFRIQUE DU SUD**

ASPI (Australian Strategic Policy Institute) et THE BRENTHURST FOUNDATION, *Fuelling The Dragon: Natural Resources and China's Development*, Johannesburg : The Brenthurst Foundation, *Special Report*, août 2012, 71 p. URL : [http://www.thebrenthurstfoundation.org/Files/Brenthurst\\_Commissioned\\_Reports/Brenthurst-Special-Report-Fuelling-the-Dragon.pdf](http://www.thebrenthurstfoundation.org/Files/Brenthurst_Commissioned_Reports/Brenthurst-Special-Report-Fuelling-the-Dragon.pdf). Consulté le 18 janvier 2013

*Ressources stratégiques / Relations internationales*

## • Objectifs et résumé global

Du 17 au 19 mai 2012, l'ASPI et la Brenthurst Foundation ont organisé une conférence sur les besoins en ressources naturelles de l'économie chinoise. Cet événement a réuni des experts et des hommes politiques d'Afrique, d'Australie et d'Amérique latine (Brésil, Chili), essentiellement. L'enjeu pour les pays d'Afrique et d'Amérique latine, mais aussi pour l'Australie, est d'anticiper un ralentissement voire un déclin des besoins en ressources naturelles de la Chine. Si ce changement n'est pas anticipé assez tôt, leurs économies pourraient accuser le coup sans réagir de façon appropriée par des reconversions vers d'autres secteurs d'activités plus rentables à long terme. L'objectif du rapport est donc d'identifier comment la demande chinoise pourrait évoluer, mais aussi comment les États qui dépendent des besoins chinois d'importation de ressources naturelles pourraient s'adapter au mieux à ces évolutions.

La croissance chinoise a entraîné une forte demande en ressources naturelles : pétrole, gaz, charbon, acier. Rien que ces cinq dernières années, les importations minières de la Chine ont augmenté de 140 %. Cette demande chinoise a fait naître en Afrique et en Australie de forts secteurs économiques centrés sur les ressources naturelles. Parallèlement, il existe une certaine forme de défiance de ces États vis-à-vis de la Chine, qui craignent la montée en puissance militaire de ce pays, la montée en puissance d'investissements chinois sur leur territoire au détriment de leurs propres intérêts, mais aussi l'arrivée en masse d'une *diaspora* chinoise. Même si la Chine tient un discours centré sur « le bénéfice mutuel » auprès des Africains, ces derniers ne souhaitent pas voir renaître une forme déguisée de colonialisme vis-à-vis de leur territoire et de leurs ressources. Si l'Australie et l'Afrique ont des positionnements et des possibilités de relations diplomatiques très différents vis-à-vis de la Chine (par exemple sur les migrations), de nombreux intérêts communs et des collaborations renforcées sur les questions de ressources les réunissent. Les entreprises australiennes contribuent à former les Africains à travers des coopérations techniques dans le domaine minier. L'Australie développe aussi la recherche en Afrique, notamment autour de nouveaux développements miniers.

Trois scénarios sont proposés dans le rapport : le maintien de la demande chinoise avec des prix élevés pour les ressources naturelles, le recul de la demande chinoise sans re-

conversion, le recul de la demande chinoise avec une reconversion des économies affectées. Parmi les solutions envisagées pour l'Afrique si la demande chutait, figure la mise en place d'une structure de type APEC : un Asia Pacific Infrastructure Partnership. Il s'agirait de mettre en place une institution unissant le secteur privé, les acteurs publics et les institutions financières internationales. Ainsi les pouvoirs publics africains pourraient identifier les priorités. Le secteur privé pourrait mettre en place les contrats, et les institutions financières pourraient apporter leur savoir-faire en termes de rentabilité d'investissement et de lutte anticorruption. L'Afrique pourrait alors mieux se prémunir contre de mauvais investissements.

Parmi les réponses possibles du côté australien, le rapport évoque la possibilité de jouer sur les taxes sur les ressources naturelles en adaptant leur taux et leur domaine d'action en fonction de l'évolution de la demande chinoise.

En outre, le rapport souligne la nécessité, dans tous les pays d'Afrique et d'Amérique latine qui seraient affectés par un recul de la demande chinoise, de mettre en place des politiques de formation pour diversifier les types d'emplois et pouvoir au besoin reconverter les employés du secteur vers d'autres domaines plus rentables dans le futur (la banque, le développement des télécommunications, entre autres). Il souligne la nécessité de diversifier leurs sources d'investissements étrangers.

#### • Méthode utilisée

Deux méthodes sont utilisées. D'une part, le travail s'appuie sur l'organisation d'un *workshop* qui réunissait tous les acteurs d'Afrique, d'Amérique latine et d'Australie fortement concernés par la demande chinoise, afin de développer ensemble des stratégies d'avenir. La démarche est intéressante car elle implique des politiques comme par exemple des parlementaires ou des ministres, et des experts thématiques. Peu de précisions sont données quant à la méthode suivie lors du *workshop*, mais le rapport rassemble quatre contributions des experts mobilisés et présente en conclusion le résultat des discussions ayant eu lieu.

D'autre part, le rapport s'appuie sur les papiers d'universitaires, notamment de l'Université nationale australienne, et sur les papiers rédigés par les membres des deux *think-tanks* à l'origine de la démarche (la Brenthurst Foundation et l'ASPI).

#### • Données et informations à retenir

La Chine a eu un impact considérable sur les économies des pays miniers d'Afrique et d'Amérique latine : augmentation du volume d'emploi de la main-d'œuvre peu qualifiée africaine et exploitation des ressources naturelles jusqu'à leur raréfaction dans certaines zones ; contrôle de l'économie de ces pays par les investissements directs à l'étranger...

La forte demande chinoise a aussi eu un impact sur les prix des matières premières à l'échelle internationale, aux dépens notamment des pays d'Afrique ou d'Amérique latine non dotés en ressources naturelles : Mexique, Costa Rica.

Aujourd'hui, la demande chinoise pourrait baisser et il faut donc que les pays qui dépendent de cette demande anticipent ce changement :

— L'Afrique et l'Amérique latine pourraient bénéficier de l'expérience de l'Australie en termes d'interaction diplomatique avec la Chine.

— L’Afrique et l’Amérique latine devraient travailler à l’amélioration de leur capital humain, de leurs infrastructures, de leurs réglementations environnementales et de leurs systèmes de taxes.

— La diversification des économies affectées doit être anticipée via de la reconversion professionnelle, l’attrait de nouveaux capitaux étrangers sur d’autres filières, entre autres.

### • Conclusions et analyse critique

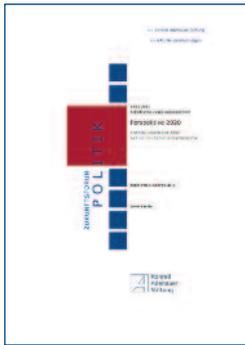
Les anticipations contenues dans ce rapport sont d’importance car la Chine est un partenaire commercial qui peut se retirer très vite d’un marché et influencer très fortement les prix au niveau mondial. Ce rapport semble aussi important par rapport aux risques de déstabilisation de certains pays africains, qui pourraient survenir en cas de baisse des importations chinoises.

Toutefois, quelques limites sont à souligner dans l’analyse produite. Il semble ainsi que les besoins chinois, même ralentis, continueront d’exister et d’alimenter une demande, au moins pour leur marché intérieur.

Une deuxième critique concerne les pays impliqués dans le rapport. Il aurait été intéressant d’avoir également le Kazakhstan, la Russie, le Canada ou l’Arabie Saoudite, car ces pays sont aussi exportateurs de ressources naturelles vers la Chine.

Une troisième critique du rapport est qu’il ne prend pas en compte les investissements chinois en Afrique dans les ressources renouvelables. Par exemple, le rapport n’évoque pas les projets en cours dans le domaine de l’énergie solaire, l’énergie éolienne, l’énergie hydroélectrique et le biogaz.

Enfin, il est dommage que le rapport parle de l’Amérique latine et de l’Afrique en leur ensemble sans toujours discriminer pays par pays, alors même que de grandes différences existent dans leurs modèles économiques et leur développement. Un seul tableau par pays est donné sur les exportations d’acier de 2010 à 2017 vers la Chine, basé sur les données du rapport prospectif du BREE (Bureau des ressources et de l’économie énergétique du gouvernement australien) diffusé en juillet 2012. Pour le reste, les données ne sont pas traitées pays par pays mais globalement. ■



## ALLEMAGNE

**ARBEITSKREIS JUNGE AUSSENPOLITIKER, *Perspektive 2020: Empfehlungen für eine aktive deutsche Aussenpolitik*, Berlin : Konrad Adenauer Stiftung (KAS), Zukunftsforum Politik, 2011, 118 p.**  
URL : [http://www.kas.de/wf/doc/kas\\_28815-544-1-30.pdf?110922174241](http://www.kas.de/wf/doc/kas_28815-544-1-30.pdf?110922174241). Consulté le 18 janvier 2013

*Relations internationales / Défense et sécurité*

Cette étude a été publiée en septembre 2011. Sa présence dans ce premier rapport trimestriel de l'Observatoire se justifie par la spécificité du pays dans lequel elle a été produite, l'Allemagne (l'un des principaux partenaires de la France), par le thème et la nature de l'exercice mené, « Perspective 2020. Recommandations pour une politique extérieure allemande active », et, enfin, par l'institution à l'origine du rapport, la Konrad Adenauer Stiftung, (KAS) un *think-tank* proche du gouvernement actuellement en place.

### • Objectifs et résumé global

En partant des événements survenus ces dernières années (crise financière, explosion du réacteur à Fukushima, printemps arabes), le rapport tente de dégager certaines tendances pour définir l'état du monde à l'horizon 2020. Il émet des prévisions et des estimations précises afin de développer une série de recommandations pour la politique étrangère de l'Allemagne.

Le rapport pose la question du positionnement de Berlin face aux nouveaux défis internationaux au cours de la prochaine décennie et s'interroge sur la place de l'Allemagne au sein de l'Union européenne, de l'OTAN et de l'ONU, et sur ses relations avec ses principaux partenaires en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Les recommandations émises dans cette étude visent à conserver la place stratégique et compétitive de l'Allemagne dans le monde.

Son principal objectif est de donner des pistes cohérentes pour la politique étrangère de l'Allemagne, afin de répondre aux nouveaux enjeux stratégiques auxquels elle sera confrontée dans la prochaine décennie. Outre une meilleure compréhension de l'environnement international actuel et à venir, le rapport a pour but d'encourager l'émergence d'une culture stratégique allemande, d'ouvrir le débat sur la politique de sécurité allemande et de formuler les objectifs pour la prochaine décennie afin d'en tirer les conséquences nécessaires.

### • Méthode utilisée

Cette publication de la KAS fait suite à une étude déjà parue en 2009, *Impulse 2020: Akzente zukünftiger deutscher Aussenpolitik*, qui définissait les défis pour la politique étrangère de l'Allemagne à l'horizon 2020. Le député du groupe parlementaire CDU / CSU (démocratie chrétienne) Andreas Schockenhoff, qui signe également la préface, est à l'origine de la commande du nouveau rapport approfondissant la réflexion de 2009 en posant de nouvelles questions et en développant de nouvelles idées et recommandations.

L'étude fait suite à une discussion dans le cadre d'un groupe de travail composé de chercheurs de la KAS, ainsi que de parlementaires de la CDU / CSU. Moins qu'une analyse prospective basée sur des variables quantitatives et sur l'élaboration de scénarios, il s'agit

d'une réflexion sur l'avenir de l'action extérieure de l'Allemagne qui met en avant des tendances pour la prochaine décennie en matière de diplomatie, de sécurité et de défense, de politique commerciale, d'innovation, de climat et d'environnement, de démocratie, de droits de l'homme et d'éducation.

Après un rappel des grands enjeux internationaux à venir, l'étude s'interroge sur la place que devra occuper l'Allemagne dans ce contexte d'ici 2020. Elle se structure en cinq parties, chacune correspondant à une zone géographique et étant construite selon la forme suivante : analyse de la situation / politique extérieure de l'Allemagne vis-à-vis de la zone / recommandations d'action. Le document s'interroge sur les défis relatifs aux organisations internationales dont fait partie l'Allemagne (Union européenne, OTAN, ONU) pour ensuite analyser sa place en leur sein et formuler des recommandations pour le futur. Il analyse également les relations de l'Allemagne avec ses partenaires étatiques en effectuant une analyse de la situation pour chaque groupe de pays, et du lien qui existe entre eux et l'Allemagne, pour émettre des recommandations sur chaque relation bilatérale ou multilatérale qu'entretient le gouvernement fédéral.

### • Données et informations à retenir

Cette étude confirme la place de *leader* de l'Allemagne au sein de l'Union européenne et le rôle de régulateur qu'elle devra continuer à jouer dans les prochaines années afin d'éviter des dérives telles que celles de la crise financière en Europe, et notamment une autre crise grecque. Le rapport insiste sur l'adoption de nouvelles réglementations plus strictes, même par les États n'ayant pas subi de grands dommages pendant la crise. L'incompréhension qui existe entre Bruxelles et les citoyens allemands et européens est aussi remise en cause, et pose la question du rôle des médias et des politiques dans la promotion de l'Union européenne.

Quant aux relations transatlantiques, le rapport s'attache à montrer la nécessité de développer le travail de coopération entre les différentes structures européennes et de l'OTAN. Il exprime la nécessité de redéfinir le rôle de l'Allemagne au sein de l'Alliance atlantique, afin d'être en accord avec la restructuration de ses forces armées qui tendent à se spécialiser dans les opérations de maintien de la paix et de soutien médical.

Il souligne également le manque, au niveau international, d'un vrai forum de négociation et tente de donner un nouvel élan au G20 pour en faire un lieu de discussion portant sur les enjeux internationaux, comme le changement climatique ou la sécurité énergétique, en dehors des questions économiques. L'étude réaffirme la nécessité pour l'Allemagne d'intégrer le Conseil de sécurité des Nations unies afin d'y promouvoir ses intérêts.

Le rapport engage également l'Allemagne à revoir ses relations avec ses pays partenaires, notamment la Chine et l'Inde. Il insiste sur le fait que ces deux pays constitueront, dans les prochaines années, des destinations de taille pour les exportations de biens allemands et tendront à être des fournisseurs de talents importants en matière d'innovation, ce qui pourrait maintenir la compétitivité du marché allemand. La Russie est aussi évoquée comme partenaire privilégié et pose la question de la sécurité des approvisionnements énergétiques. L'Allemagne devra adopter la même problématique que les États-Unis ou l'OTAN : que veut-on faire avec la Russie et qu'attendons-nous d'elle ? L'étude insiste sur le fait que les deux pays auront besoin l'un de l'autre, la Russie ne pouvant devenir un pôle important dans le monde sans conserver de bonnes relations avec l'Allemagne. L'étude met également l'accent sur le rôle important que doit et devra jouer le gouverne-

ment allemand dans la promotion des droits de l'homme, de l'état de droit, de la démocratie dans le monde, notamment en Amérique du Sud et en Afrique.

Dans une autre dimension, l'étude s'attache à démontrer le rôle moteur que doit jouer l'Allemagne au sein des différentes organisations internationales et dans ses relations bilatérales pour développer une réelle politique environnementale.

### • Conclusions du rapport et analyse critique

Le rapport fournit des recommandations pour l'Allemagne permettant de définir sa politique extérieure au cours de la prochaine décennie :

— **Réaffirmation de sa place de leader européen** et volonté d'instaurer des règles plus strictes en matière financière pour les États membres, le but étant d'éviter à tout prix une situation comme celle de la Grèce au sein de l'Union européenne. Des efforts doivent être consentis de la part de tous les États européens.

— **Renforcement du rôle du Triangle de Weimar** (Allemagne, France, Pologne) dans la mise en place d'une union économique et monétaire européenne forte et d'un marché intérieur plus compétitif.

— **Développement d'une politique énergétique cohérente** aussi bien au sein de l'Union européenne que vis-à-vis du partenaire russe, en s'assurant une sécurité d'approvisionnement.

— **Renforcement du libre-échange avec les États-Unis** et développement d'initiatives transatlantiques en matière d'innovation. L'Allemagne doit aussi veiller à limiter les mesures protectionnistes dans le contexte transatlantique.

— **Élargissement du partage et de la mutualisation des capacités militaires** au sein aussi bien de l'OTAN que de l'Union européenne, en devenant plus interdépendant pour limiter les dépenses de défense au niveau national. Ceci va dans la logique de la réforme de l'armée allemande et de la diminution de son budget.

— **Développement du soft power allemand** grâce aux politiques d'aide au développement en Amérique latine et en Afrique, ou grâce à la promotion de la démocratie dans les pays du Moyen-Orient (envoi de formateurs administratifs en Afghanistan).

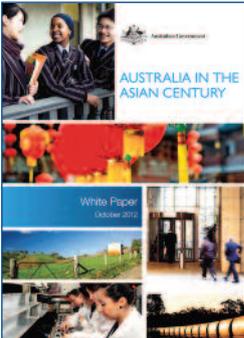
— **Renforcement des relations commerciales avec les pays d'Asie**, notamment la Chine et l'Inde, en assurant également la stabilité de la zone. La Chine, avec 37 milliards d'euros en 2009, est le sixième partenaire commercial de l'Allemagne et sera sans doute, dans les années à venir, son partenaire principal. L'Inde est également un partenaire à prendre en compte et le rapport souligne la nécessité de conserver de bons contacts avec ce pays au sein de structures comme la Banque mondiale, le G20 ou l'ONU. Des échanges de talents sont aussi envisageables pour renforcer l'innovation allemande.

— **Leçon d'écologie politique allemande** au sein des différentes structures (UE, OTAN, ONU) et vis-à-vis de ses principaux États partenaires.

### • Critique

Cette étude de la KAS permet d'avoir une vision bien précise des défis mondiaux auxquels l'Allemagne sera confrontée dans les 10 prochaines années et donne des réponses claires à chaque situation. Les recommandations sont détaillées et offrent de grands axes de réflexion pour la politique extérieure de l'Allemagne.

Cependant, le document étant très long et s'intéressant à tous les aspects de politique étrangère de l'Allemagne, il ne peut objectivement détailler chaque proposition. Bien souvent, même si les objectifs sont clairs, les moyens pour y parvenir ne sont pas explicites. Cela montre que l'étude a surtout été réalisée pour lancer le débat sur ces questions et engager une réflexion au sein du milieu politique sur toutes ces options. Certaines recommandations pourront sans doute faire l'objet d'une plus ample discussion au sein de la Commission des Affaires étrangères du Bundestag. ■



**AUSTRALIE**

**AUSTRALIAN GOVERNMENT, *Australia in the Asian Century: White Paper*, Canberra : Commonwealth of Australia, octobre 2012, 320 p. URL : <http://asiancentury.dpmc.gov.au/sites/default/files/white-paper/australia-in-the-asian-century-white-paper.pdf>. Consulté le 18 janvier 2013**

*Relations internationales / Défense et sécurité*

### • Objectifs et résumé global de l'étude

Ce document officiel confirme la place de l'Australie en Asie et pose la question du positionnement de Canberra face à l'irrésistible montée en puissance de la Chine, à l'émergence de l'Inde, aux risques sécuritaires accentués par la montée en puissance militaire de plusieurs acteurs, et aux différends territoriaux, ou encore au repositionnement stratégique américain en Asie-Pacifique. Dépassant les questions stratégiques (en prenant notamment en compte l'importance de la population australienne d'origine asiatique et les liens étroits l'unissant à l'Asie-Pacifique), ce rapport invite également à la réflexion sur les enjeux économiques et sociaux associés à la montée en puissance économique rapide de l'Asie. En ce sens, il s'aligne sur la stratégie du « pivot » de l'administration Obama et confirme dans le même temps la vision du parti travailliste au pouvoir (le gouvernement de Kevin Rudd de 2007 à 2010, et de Julia Gillard depuis 2010) sur l'importance de la politique asiatique pour Canberra, qui contraste avec le parti libéral (au pouvoir de 1996 à 2007 avec John Howard) attaché à l'affirmation de l'identité occidentale de l'Australie.

L'une des priorités exprimées dans ce document (qui précède un Livre blanc sur la défense prévu au premier semestre 2013) est la « sécurité durable », qui regroupe la sécurité nationale, la sécurité collective régionale et la sécurité humaine, et qui soulève une série de défis : comment se préparer face aux pressions croissantes s'exerçant sur les ressources énergétiques, hydrauliques et alimentaires ? Quelle serait la meilleure manière d'œuvrer sur les divers contentieux historiques, politiques, territoriaux menaçant la stabilité régionale ?

Ce Livre blanc a pour objectif ultime de déterminer quelles doivent être les priorités du gouvernement australien dans les prochaines années, tant en matière de politique étrangère qu'en politique intérieure, afin d'accélérer le développement de ce pays en s'appuyant sur sa présence dans l'espace asiatique.

## • Méthode utilisée

Commandé et préfacé par le Premier ministre australien, Julia Gillard, ce Livre blanc dresse le bilan de 50 ans de relations avec l'Asie et un état des lieux à la fois des nouvelles réalités liées à la montée en puissance de l'Asie (qui fait l'objet de plusieurs chapitres), et des implications pour l'Australie. Il identifie les tendances qui devraient se développer dans les prochaines décennies. Il couvre enfin une multitude de champs, associant politique étrangère et de sécurité, diplomatie, économie et relations commerciales, démographie et sociologie, éducation, énergie, ou encore environnement. Tous les ministères du gouvernement de Julia Gillard ont été invités à participer à la conception de ce document, qui n'a en revanche pas été ouvert à une consultation multipartite ou nationale.

Ce document s'appuie sur une importante liste de références, associant documents officiels, rapports gouvernementaux, études et notes de *think-tanks* et centres universitaires, ouvrages et articles publiés dans des revues académiques. Il utilise également de nombreuses données chiffrées, présentées dans le fil du texte et sous la forme de documents annexes. Ces données offrent un complément indispensable à la lecture du texte.

## • Données et informations à retenir

La principale donnée de ce document est l'ancrage de l'Australie dans l'espace asiatique. En effet, le document part du constat qu'à l'avenir, l'Asie restera la région la plus peuplée du monde, qu'elle deviendra la plus grande zone économique, la plus grande zone de consommation au monde, y compris d'énergie, et qu'elle réunira la majorité de la classe moyenne mondiale. Le Livre blanc recommande à la fois une approche multilatérale dans la gestion des enjeux en Asie-Pacifique, et la multiplication d'accords bilatéraux avec les pays asiatiques et les États-Unis, visant à affirmer l'importance de l'Australie comme acteur politique, stratégique et économique. Le gouvernement australien estime qu'il est dans l'intérêt de Canberra de développer des liens plus importants avec les pays asiatiques dans tous les domaines, de participer de manière plus active aux forums régionaux, et de s'adapter à la montée en puissance asiatique pour conforter le poids économique de l'Australie et de sa population.

Si la priorité est accordée aux forums régionaux et à une approche générale de l'Asie, ce Livre blanc désigne dans le même temps, de manière assez nette, des priorités dans l'établissement de relations avec des partenaires asiatiques. La Chine et l'Inde sont ainsi clairement identifiées comme des puissances en devenir, justifiant le développement de partenariats économiques et commerciaux (la montée en puissance de la Chine, y compris militaire, est ainsi considérée non comme une menace, mais comme une opportunité). Le Japon est perçu comme un allié politique qu'il faut assister. La Corée du Sud est une puissance émergente. L'Indonésie, enfin, est un voisin avec lequel il faut dialoguer, mais aussi une région à risques et un État qui reste fragile. Ces cinq États sont les « cibles » de l'Australie dans les prochaines années.

## • Conclusions

Ce document fournit une liste de recommandations pour l'Australie, permettant de clarifier sa politique asiatique et de s'adapter à la réalité de la montée en puissance des pays asiatiques (tant en matière de politique étrangère qu'en politique intérieure), mais aussi des multiples défis qui l'accompagnent :

— **Réaffirmation de la place de l’Australie en Asie-Pacifique** : si le Livre blanc identifie les partenaires importants de Canberra (Chine, Inde, Indonésie, Japon et Corée du Sud) et invite à accentuer la relation avec ces pays, tant politiquement, stratégiquement qu’économiquement, il recommande également de multiplier et diversifier les relations avec d’autres acteurs émergents.

— **Accent mis sur l’importance des échanges commerciaux** : l’Australie est un partenaire économique et commercial majeur des pays asiatiques. Lors de l’établissement des relations diplomatiques entre Canberra et Pékin en 1972, le commerce bilatéral sino-australien représentait moins de 100 millions de dollars US. Quarante ans plus tard, en 2012, il dépasse les 120 milliards de dollars US. La tendance est comparable avec les autres économies émergentes en Asie, ce qui a pour effet de renforcer l’interdépendance, tandis que le poids de la relation économique et commerciale avec les pays d’Europe ou d’Amérique du Nord a dans le même temps baissé.

— **Réaffirmation de la relation stratégique avec les États-Unis** : le récent accord stratégique avec les États-Unis, illustré par la présence de 2 500 hommes stationnés à Darwin, dans le nord du pays, confirme la volonté de Canberra de rester très proche de Washington et de s’affirmer comme un relais à la politique asiatique des États-Unis, perçus comme garants de la stabilité.

— **Attention accrue accordée aux risques sécuritaires en Asie-Pacifique** : la stabilité en Asie-Pacifique est une priorité pour Canberra, et l’Australie doit suivre de près les évolutions des risques sécuritaires dans la région. Les différends frontaliers, les conflits latents, la montée en puissance des nationalismes, des mouvements autonomistes, ou encore les risques liés au terrorisme transnational sont autant de facteurs d’insécurité face auxquels l’Australie doit être préparée.

— **Prise en compte de la réalité sociologique de la population australienne** : aujourd’hui, cinq millions d’Australiens sont nés à l’étranger, dont deux millions sont originaires d’Asie. Cette tendance va en s’accélégrant. En 2011, parmi les 10 premiers États pourvoyeurs de migrants vers l’Australie, on trouvait sept pays de la zone Asie-Pacifique, portés par la Chine, l’Inde, les Philippines et le Sri Lanka. Dans les prochaines décennies, la proportion d’Australiens d’origine asiatique augmentera considérablement.

— **Importance de l’éducation** : l’Australie est une destination privilégiée des étudiants asiatiques et des efforts doivent être fournis pour étendre les partenariats existants. Dans le même temps, le gouvernement recommande l’octroi de fonds plus importants à l’éducation, afin de renforcer les capacités australiennes (notamment en développant l’apprentissage des langues asiatiques).

Le Livre blanc propose enfin d’adopter une feuille de route composée de 25 objectifs pour les 25 prochaines années. Ces objectifs doivent consolider l’économie et la société, et se ventilent sur plusieurs domaines : éducation (objectif : un système éducatif parmi les cinq premiers au monde, avec octroi de bourses aux étudiants asiatiques) ; recherche et innovation (figurer parmi les 10 *leaders* mondiaux en s’appuyant sur les partenariats avec l’Asie) ; rénovation / développement des infrastructures ; réforme du système fiscal ; protection de l’environnement (être *leader* en matière d’utilisation de l’eau et des énergies, de biodiversité) ; macroéconomie (être parmi les 10 premières économies du globe) ; agriculture ; établissement d’une sécurité régionale durable (accords avec la Chine, le Japon, l’Indonésie, l’Inde et les États-Unis) ; diplomatie ; régionalisation (efforts portés en priorité sur des nations cibles en Asie, Chine, Japon, Inde, Indonésie et Corée du Sud).

## • Analyse critique

Ce document ambitieux, élargi à de multiples domaines et qui dresse une prospective sur plusieurs décennies, est à la fois précis dans ses objectifs et flou sur les moyens qu'il compte mobiliser. On y relève par ailleurs un déséquilibre entre les avantages considérables pour l'Australie d'un ancrage à l'Asie, et ce que ce pays peut apporter à cet ensemble régional.

Il convient également de s'interroger sur sa portée. L'Australie est un pays gigantesque (le cinquième plus étendu au monde avec 7,7 millions de kilomètres carrés), mais sa population reste très faible, avec 22 millions d'habitants. Difficile dès lors de peser sur des géants politiques, économiques et démographiques tels que les États-Unis, la Chine, le Japon, ou même l'Inde et l'Indonésie (tous les pays asiatiques bordant le Pacifique ont une population supérieure à celle de l'Australie, à l'exception du Cambodge et de Singapour). L'Australie est un pays dynamique sur lequel il faut compter, mais reste au niveau régional une puissance secondaire. Ce Livre blanc a d'ailleurs été reçu avec critique et moquerie, à la fois chez des partenaires asiatiques de Canberra comme l'Indonésie, et aux États-Unis. La place « réelle » de l'Australie en Asie-Pacifique y est minimisée, et l'impact de ce document jugé assez faible dans sa capacité à influencer les politiques des pays asiatiques. Des observateurs australiens se sont également montrés critiques du contenu faible de ce Livre blanc en comparaison avec ses ambitions importantes.

Ce document met également en lumière les différences qui subsistent entre le parti travailliste au pouvoir et le parti libéral (principale force d'opposition) sur l'identité de l'Australie comme puissance asiatique ou comme pays occidental. Il est le fruit d'une réflexion menée par le gouvernement et le parti travailliste, mais il ne traduit pas un effort de concertation nationale, associant les différentes forces politiques et les acteurs privés. Malgré ses objectifs ambitieux, il est en ce sens limité dans sa portée. ■

	<p style="text-align: center;"><b>ÉTATS-UNIS</b></p> <p><b>KEARN Jr. David W., <i>Facing the Missile Challenge: U.S. Strategy and Future of the INF Treaty</i>, Santa Monica : RAND Corporation, 2012, 190 p. URL : <a href="http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2012/RAND_MG1181.pdf">http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2012/RAND_MG1181.pdf</a>. Consulté le 18 janvier 2013</b></p> <p><i>Relations internationales / Défense et sécurité</i></p>
---	--

## • Objectifs

L'objectif de ce rapport est d'évaluer si le traité INF (*Intermediate Nuclear Forces*) est toujours conforme aux intérêts nationaux américains et si des recherches sur le développement d'un nouveau vecteur balistique à portée intermédiaire doivent être engagées. Le traité INF a été signé en 1987 par les États-Unis et l'Union soviétique, et avait pour objet l'interdiction des missiles balistiques à charge conventionnelle ou non conventionnelle de portée intermédiaire — entre 500 et 5 500 kilomètres de portée.

Toutefois, la fin de la guerre froide et l'émergence d'acteurs étatiques développant et possédant ce type de vecteurs — plus particulièrement l'Iran, la Corée du Nord, la Chine, le Pakistan et l'Inde — impliquent une nécessaire réflexion sur l'utilité du traité INF pour

la sauvegarde des intérêts stratégiques américains. Cette réflexion doit également poser la question de l'opportunité pour les États-Unis de développer un vecteur à portée intermédiaire, ce qui conduirait à un retrait du traité INF. Le document vise aussi à évaluer l'impact politique et diplomatique d'un retrait des États-Unis du traité, plus spécifiquement à l'égard de la Russie, des pays européens alliés et de la Chine.

### • Résumé

La première partie de l'étude est consacrée à l'histoire de la prolifération balistique et au traité INF, ainsi qu'aux derniers développements dans ce domaine. Les grandes tendances de la prolifération balistique depuis la fin de la guerre froide sont exposées : multiplication des États possédant un arsenal balistique à portée intermédiaire, relative efficacité de la lutte contre la prolifération balistique (*Missile Technology Control Regime*, code international de conduite de La Haye...), développement de la prolifération verticale.

Le document se poursuit par l'étude des menaces balistiques émergentes auxquelles sont confrontés les États-Unis. Il résulte de cette analyse comprenant des éléments de prospective que la menace balistique est avant tout incarnée par l'Iran et la Corée du Nord (arsenal, activités de prolifération, hostilité envers les États-Unis et ses alliés). Cependant, cette menace ne justifie pas pour autant, selon l'auteur, que les États-Unis développent un vecteur balistique à portée intermédiaire. En outre, une telle initiative ne ferait qu'amplifier la menace future, les pays visés pouvant être amenés à intensifier leurs propres programmes en réponse. La dissuasion par les moyens conventionnels des États-Unis ainsi que ceux de leurs alliés devrait suffire pour contenir la menace.

Un chapitre entier de l'étude est consacré au défi représenté par la modernisation de l'outil militaire de la Chine. Cette modernisation est, selon l'auteur, une menace sérieuse pour les intérêts américains. Toutefois, le développement d'un vecteur intermédiaire futur par les États-Unis n'apparaît pas non plus, ici, comme l'option optimale pour répondre à ces menaces. Le coût du développement d'un tel programme est l'un des arguments majeurs avancés. Par ailleurs, l'étude s'interroge sur les bénéfices militaires réels de ces vecteurs, d'autres plates-formes pouvant remplir des missions aux effets similaires. De plus, peu de territoires à proximité de la Chine (mis à part Guam) accepteraient le déploiement de ces vecteurs sur leur sol. Enfin, le coût diplomatique serait très élevé, Pékin ne pouvant que réagir à un déploiement éventuel.

Le rapport se penche ensuite sur les implications politiques et militaires d'un retrait des États-Unis du traité INF, surtout à l'égard de la Russie, de la Chine et des États européens alliés. L'auteur conclut en dénonçant un coût politique et économique trop élevé. Même le développement d'un vecteur à charge conventionnelle aurait une efficacité militaire très limitée face à une menace comme la Chine.

L'étude s'achève en proposant deux grandes options stratégiques aux décideurs américains : le maintien du *statu quo*, où les États-Unis et la Russie demeurent liés au traité INF alors que les autres États ne le sont pas ; l'extension du traité aux autres pays.

### • Méthode utilisée

La structure de l'étude reflète la méthodologie utilisée, en quatre étapes :

- dégager les grandes tendances de la prolifération, afin d'identifier les menaces spécifiques ;
- évaluer les menaces clés impliquant le traité INF pour savoir si le développement d'un nouveau missile à portée intermédiaire est opportun ;

- analyser le coût politique pour les États-Unis d'un retrait du traité INF, dans l'objectif de confronter les avantages et les inconvénients d'un tel retrait ;
- livrer des propositions à destination des décideurs politiques.

### • Données et informations à retenir

Les principales informations à retenir de cette étude sont les suivantes :

- La prolifération telle qu'elle s'est développée durant la décennie passée est avant tout une prolifération verticale plutôt qu'une prolifération horizontale. Les régimes de contrôle internationaux ont pu limiter cette dernière. Néanmoins, les vecteurs à portée intermédiaire sont devenus des atouts stratégiques pour des puissances régionales comme l'Iran, la Corée du Nord, l'Inde, le Pakistan et la Chine.
- La supériorité conventionnelle américaine, la dissuasion nucléaire, le développement de capacités de défense antimissile et les coopérations avec les pays alliés fournissent les moyens nécessaires pour contrer la menace que représentent des États comme l'Iran et la Corée du Nord.
- Le seul élément qui pourrait justifier un retrait américain du traité INF est la modernisation de l'arsenal balistique chinois. Ce dernier contribue au renforcement des capacités de « déni d'accès » de la Chine, et donc menace les intérêts des États-Unis en Asie-Pacifique.
- La réponse à privilégier face à la Chine n'est pas le développement d'un nouveau vecteur à portée intermédiaire, en raison de son coût et d'une efficacité militaire douteuse.
- Le coût politique d'un retrait du traité INF est jugé trop élevé. La Russie interpréterait très négativement ce retrait (surtout dans le contexte du développement d'une défense antimissile) ; les pays européens alliés sont attachés aux politiques de réduction des armements nucléaires ; la Chine percevrait un nouveau programme comme une provocation ; enfin, un retrait affaiblirait l'ensemble des régimes internationaux de contrôle des arsenaux balistiques.

### • Conclusions et analyse critique

L'auteur prend entièrement le parti du maintien des États-Unis dans le traité INF. Cette prise de position est appuyée par des arguments d'ordre financier, politique et sécuritaire. Un retrait américain et le développement d'un nouveau vecteur ne constituent pas la réponse optimale face aux menaces actuelles et futures, y compris celles émanant de la modernisation de l'arsenal balistique chinois. L'auteur préconise un rapprochement avec la Russie et propose d'œuvrer à une extension du traité INF à des pays comme la Chine, l'Inde ou le Pakistan. Même si les chances de succès à court terme sont jugées faibles, une telle politique a le mérite d'engager un dialogue avec Pékin se concentrant sur les armes stratégiques.

L'ensemble du rapport repose sur des analyses d'une précision et d'une hauteur de vue qui contribuent grandement à la qualité générale du document. On peut toutefois regretter l'absence d'une réelle prospective sur l'évolution générale des rapports de puissance mondiaux dans les décennies à venir, notamment l'éventualité de ruptures stratégiques pouvant remettre en cause l'analyse (sortie unilatérale de la Russie du traité INF, effondrement de la Chine...). ■



INDE

GOSWAMI Namrata, *China's Territorial Claim on Arunachal Pradesh: Alternative Scenarios 2032*, New Delhi : Institute for Defence Studies & Analyses (IDSA), *IDSA Occasional Paper n° 29*, novembre 2012, 49 p. URL : [http://www.idsa.in/system/files/OP\\_ChinaTerritorialClaim\\_0.pdf](http://www.idsa.in/system/files/OP_ChinaTerritorialClaim_0.pdf). Consulté le 18 janvier 2013

*Relations internationales*

## • Objectifs et résumé

Cet *Occasional Paper* de Namrata Goswami, publié en novembre 2012, se présente comme un document pouvant aider les décideurs politiques à définir des lignes directrices pour prendre les mesures nécessaires en vue d'éviter les scénarios les plus négatifs pour l'Inde dans le contentieux que ce pays a avec la Chine concernant l'État de l'Arunachal Pradesh. Cet État, situé au nord-est de l'Inde, est en partie revendiqué par la Chine en raison des liens que la région possède avec le Tibet.

Le document propose quatre scénarios d'évolution à l'horizon 2032 de la situation de l'Arunachal Pradesh et des conséquences sur les revendications territoriales chinoises.

Le premier scénario, baptisé *Backwaters* (« arriéré, sous-développé »), suppose que la croissance économique chinoise en 2013 se maintient à un niveau élevé (9,3 %), tandis que celle de l'Inde est moins importante (6,3 %). La croissance moins élevée que prévu ralentit les plans gouvernementaux de développement de l'Arunachal Pradesh. L'*US-India New Defense Framework* expire en 2014. L'Inde s'étant rapprochée des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), ayant attribué à Dassault le contrat MMRCA (*Medium Multi-Role Combat Aircraft*) et voulant éviter d'inquiéter la Chine, l'accord de défense avec les États-Unis n'est pas renouvelé. En 2020, le produit intérieur brut indien atteint 5 000 milliards de dollars US, mais le sous-développement persiste. Les contrats de défense sont retardés. En 2025, l'Inde n'est plus considérée par la Chine comme un concurrent régional. L'Arunachal Pradesh demeure un État arriéré, et les discussions avec la Chine concernant les frontières ne progressent pas. Le *statu quo* demeure sur la question.

Dans le deuxième scénario, *Heavy-Weights* (« poids lourds »), le gouvernement indien entame une politique globale de développement de l'Arunachal Pradesh. La croissance chinoise 2013 s'établit à 9,3 %, contre 7 % pour l'Inde. Cette dernière renforce ses infrastructures militaires et conclut étonnamment rapidement le contrat MMRCA (arrivée du premier *Rafale* en 2014). Le Parti du Congrès remporte les élections de 2014 et renouvelle l'accord de défense avec les États-Unis. Il apparaît rapidement à l'Inde que les routes d'approvisionnement chinoises transitant par l'océan Indien constituent une vulnérabilité pour Pékin. Des émeutes éclatent au Tibet en 2019, mais l'Inde décide de se rapprocher de la Chine. En 2020, cette dernière perçoit l'Inde comme un partenaire. La Chine comprend que l'Arunachal Pradesh est bien défendu et intégré à l'Inde ; elle adopte une mesure pragmatique sur les contentieux frontaliers et engage le dialogue.

Le troisième scénario, *Ascendant India* (« montée en puissance de l'Inde »), envisage que l'Inde dépasse peu à peu la Chine, cette dernière étant confrontée à des difficultés économiques et sociales. L'accord de défense avec les États-Unis est renouvelé en 2014. Fort de ses succès, le gouvernement indien développe l'Arunachal Pradesh et affirme que l'Inde

devrait assumer le *leadership* de l'Asie. En 2019, les difficultés de la Chine deviennent flagrantes, provoquant un raidissement de Pékin. Un soulèvement massif se produit au Tibet en 2026. L'Inde déclare soutenir les velléités de liberté des Tibétains. Face à cela, la Chine prépare une opération militaire contre l'Inde, tandis que cette dernière, informée par ses services de renseignement (ainsi que par les États-Unis et Israël), prépare des frappes préventives. La faiblesse de la Chine la pousse à renforcer ses revendications sur l'Arunachal Pradesh.

Dans le dernier scénario, *Assertive China* (« une Chine pleine d'assurance »), l'Inde subit un ralentissement économique qui ne lui permet pas de développer l'Arunachal Pradesh, ce qui provoque le soulèvement d'une partie de la population locale en 2018. La rébellion obtient l'aide logistique et financière de la Chine. Perçue comme l'opresseur, l'Inde ne parvient pas à contrer les revendications chinoises. La route vers une indépendance de l'Arunachal Pradesh se confirme.

### • Méthode utilisée

La méthode utilisée par l'auteur est la méthode des scénarios alternatifs (*alternative scenarios axis method*), notamment utilisée par le ministère britannique de la Défense. Cette méthode repose sur l'identification de trois variables indépendantes mais interactives. Les trois variables identifiées sont : la stabilité politique chinoise et le nationalisme ; le facteur tibétain ; le développement intérieur de l'Arunachal Pradesh. L'impact plus ou moins fort de ces différents facteurs a servi à l'élaboration des scénarios.

L'horizon temporel de l'étude, 2032, est justifié par la nécessité de bénéficier d'une profondeur stratégique suffisante pour que les décideurs puissent définir une politique efficace.

### • Données et informations à retenir

La question de l'Arunachal Pradesh, peu connue en Occident, est très sensible pour l'Inde comme pour la Chine. Elle est une donnée clef pour comprendre les relations sino-indiennes.

Le développement économique de l'Arunachal Pradesh est considéré comme le facteur le plus important dans le règlement du contentieux. Il s'agit de montrer à la Chine que la population locale, bénéficiant des faveurs du gouvernement, ne voudra pas à l'avenir remettre en cause son appartenance à l'Union indienne.

Le scénario le plus optimiste, *Heavy-Weights*, suppose que l'Inde et la Chine entretiennent des rapports de coopération et non de compétition. Cela tend à montrer que certains chercheurs indiens sont très favorables au rapprochement entre New Delhi et Pékin, peut-être au détriment des Occidentaux.

Il est intéressant de noter que dans deux des quatre scénarios, le contrat MMRCA est remporté par Dassault. Dans les deux autres, l'avion de combat sélectionné n'est pas explicité.

### • Conclusions et analyse critique

L'auteur estime que le gouvernement indien doit sérieusement envisager les impacts des scénarios *Heavy-Weights* et *Ascendant India*, car ils ont tous deux de fortes implications politiques pour New Delhi. Elle estime d'ailleurs que *Heavy-Weights* est le plus probable

des quatre scénarios, et le meilleur pour les relations sino-indiennes. En revanche, *Ascendant India* est le moins probable. Les deux autres scénarios sont eux considérés comme des possibilités.

Le document souffre peut-être de quelques limites. Les scénarios ne prennent pas suffisamment en compte les autres grandes puissances mondiales, notamment les États-Unis, le Japon ou l'Union européenne. Si les scénarios mentionnent à chaque fois la reconduction — ou non — de l'accord de défense entre l'Inde et les États-Unis, le document ne s'intéresse pas aux évolutions des grands rapports de forces internationaux. La crise que subit l'Occident ou encore le basculement des intérêts stratégiques américains vers la région Asie-Pacifique sont par exemple absents du rapport.

La méthode utilisée pour élaborer les scénarios n'utilise que trois variables clefs. Si un nombre limité de variables a le mérite de rendre l'exercice opérationnel, cela limite le champ des possibles. L'introduction de données démographiques, par exemple les flux migratoires prévisibles en provenance du Bangladesh, sont absents des scénarios, alors que leur impact pourrait remettre en cause l'ensemble des conclusions. ■

Les rapports trimestriels de l'Observatoire de de la prospective internationale de défense sont publiés par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS).

**Conception graphique et secrétariat de rédaction** : Stéphanie Debruyne (Futuribles)

© Délégation aux affaires stratégiques (DAS), 2013

Publié le 22 janvier 2013

**Informations - contact** : Nicolas Bronard, Délégation aux affaires stratégiques (DAS), ministère français de la Défense